

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1924.

Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA JUSTICE
ET DE LA LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE (2), PAR M. PONCELET

MESSIEURS,

Le Sénat a voté à l'unanimité et sans discussion, le projet du Gouvernement tendant à modifier la loi sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite.

Le Gouvernement n'avait fait lui-même que reproduire textuellement le projet élaboré par le *Conseil de Législation*.

L'honorable rapporteur de la Commission de la Justice au Sénat, a conclu à l'adoption sans réserve des dispositions proposées et résumé l'appréciation de la Commission en ces termes : « Le texte sorti des travaux du Conseil de Législation corrige de façon adéquate et harmonique, les graves imperfections que l'application de la loi sur le « *Pro Deo* » a révélées durant une période de pre-que trente-quatre années ».

Nous reconnaissons que certaines dispositions votées peuvent constituer sur le régime actuel une amélioration, mais nous ne pouvons partager l'enthousiasme du rapport pour l'ensemble du projet.

Nous sommes d'avis, au contraire, que celui-ci doit être amendé et même complètement changé dans plusieurs de ses dispositions importantes.

* * *

Parmi les innovations auxquelles il nous est impossible de nous rallier, la plus

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n°. 411 (1922-192).

(2) Composition de la Commission : MM. Brunet, président. Baels, Buiset, Carton de Wiart, Colleaux, De Bue, Dejardin, Hallet, Jennissen, Mechelynck, Meysmans, Neven, Poncelet, Sinzot, Soudan et Van Dievoet.

importante, pensons-nous, est celle qui change les règles de la compétence territoriale.

Sous le régime actuel, le bénéfice de l'assistance est demandé dans l'arrondissement où l'assistance doit être prestée.

D'après l'article 12 du projet, il n'en serait plus ainsi : c'est le bureau de l'arrondissement « où le requérant a sa résidence », qui serait compétent pour statuer.

Il saute aux yeux que ce n'est pas admissible.

Prenons un exemple.

Une personne résidant à Liège veut demander le *Pro Deo* pour intenter un procès devant le Tribunal d'Anvers, à une personne habitant Anvers.

D'après le système nouveau, c'est le bureau de Liège qui devra statuer sur cette demande.

Conséquences :

C'est le bureau de Liège qui désignera l'avocat d'Anvers, l'avoué d'Anvers et l'huissier d'Anvers qui devront prêter leur ministère. Est-ce concevable ?

Et ce n'est pas le seul défaut de la mesure.

Si le défendeur veut combattre la demande en *Pro Deo*, il devra se rendre à Liège. De telle sorte que non seulement, il devra se défendre à Anvers contre le procès dont il est menacé, mais il devra préalablement se défendre à Liège, contre la demande en *Pro Deo* ; il sera ainsi contraint de comparaître dans deux arrondissements différents, de prendre deux conseils. Ne faut-il pas tenir compte de ces inconvénients à imposer à la partie qui doit se défendre ?

D'autre part, la mission du bureau n'étant pas seulement de contrôler l'indigence, mais d'apprécier si le procès « paraît juste », c'est le bureau de Liège qui devra se prononcer sur le point de savoir si le procès que l'on veut intenter à Anvers « paraît juste ». N'est-ce pas d'un illogisme flagrant ?

Enfin, comme le Bureau doit aussi chercher à concilier les parties, comprend-t-on que le défendeur soit disposé à se prêter à une tentative de conciliation, s'il est obligé pour cela de s'imposer de longs et coûteux déplacements ? Dans la plupart des cas, il préférera ne pas comparaître.

Mais, dira-t-on, le requérant aurait un sérieux avantage à s'adresser au bureau de sa résidence !

Dans certains cas ce serait peut-être pour lui plus facile ! Mais est-ce toujours son intérêt ? Car c'est lui imposer à lui aussi, de comparaître dans deux arrondissements différents et de faire choix de deux conseils.

Au surplus, si l'on ne consulte que les intérêts du Trésor et s'il ne s'agit que d'apprécier plus sûrement l'indigence, pourquoi le bureau de la résidence du requérant serait-il plus à même de se prononcer, puisque la décision doit être rendue, non pas d'après des renseignements à prendre sur place, mais d'après les pièces produites ?

Nous croyons donc qu'il faut écarter la proposition de donner compétence en considération de la résidence. Il faut maintenir le principe actuel, suivant lequel la compétence territoriale pour le *Pro Deo*, suit la même règle que l'action pour laquelle il est demandé.

*
* * *

Seconde critique au sujet de la compétence : Le projet ne fait aucune différence

entre le cas où le *Pro Deo* est demandé par le demandeur et le cas où il est demandé par le défendeur.

Il nous paraît cependant qu'une différence s'impose.

En effet, pourquoi propose-t-on un formalisme si compliqué lorsqu'il s'agit d'une demande en *Pro Deo*?

Sans doute on veut empêcher que l'on puisse se soustraire, sans raison suffisante, au paiement des droits, frais ou honoraires qu'entraîne un procès.

Mais on veut aussi diminuer le nombre des procès, soit en les rendant impossibles quand ils ne paraissent pas justes, soit, même quand ils sont justes, en les rendant inutiles par la conciliation.

Chaque fois qu'il s'agit d'un procès qui n'est pas commencé, l'on comprend qu'il vaut mieux ne statuer sur la demande en *Pro Deo*, même s'il s'agit d'un indigent notoire, qu'après un examen minutieux confié à un organisme spécial?

Mais lorsque c'est le défendeur qui demande le *Pro Deo*, est-il encore bien nécessaire de recourir à tant de précaution?

Le défendeur, en effet, ne demande le *Pro Deo* que lorsque le procès est engagé. Par conséquent, il ne dépend plus de lui que le procès se fasse ou ne se fasse pas. Peu importe aussi, en ce cas, que le procès paraisse juste ou injuste! Enfin, lorsque le Tribunal est saisi du litige, comment concevoir une tentative de conciliation de la part d'un autre organisme?

Lorsque le défendeur demande le *Pro Deo*, il n'y a qu'une seule chose à examiner : la réalité de l'indigence.

Or, dans la plupart des cas, cet examen n'offre aucune difficulté.

Il n'est donc pas nécessaire d'exiger que la demande soit soumise, sans distinction des cas, à l'examen d'un organisme spécial. Lorsque l'indigence est notoire ou résulte clairement des pièces produites, pourquoi le Tribunal saisi du litige ne pourrait-il statuer sur la demande en *Pro Deo* du défendeur, comme sur tout incident qui surgit au cours de la procédure? On peut laisser le Tribunal juge du point de savoir s'il y a lieu de renvoyer la demande au bureau, lorsqu'elle n'apparaît pas immédiatement plausible.

*
* *

Troisième observation.

La disposition de l'article 15 qui règle la procédure dans les cas urgents, ne nous paraît pas non plus très heureuse. Si, dans les cas urgents, il faut que le demandeur en *Pro Deo* s'adresse d'abord au bureau de première instance, la décision, bien souvent, arrivera trop tard.

Prenons le cas d'un pauvre vieux qui ne parvient pas à obtenir paiement d'une créance alimentaire. Il apprend que son débiteur va, le jour même ou le lendemain, toucher de l'argent chez un tiers : il a à peine le temps d'obtenir du Président du Tribunal l'autorisation de pratiquer une saisie. Va-t-on l'obliger à s'adresser d'abord ailleurs pour obtenir le *Pro Deo*? Pourquoi le Président du Tribunal auquel il doit s'adresser pour obtenir l'autorisation de saisir, ne pourrait-il lui accorder en même temps, tout au moins pour les premières formalités, le bénéfice du *Pro Deo*?

Nous croyons que, dans ces cas exceptionnels, il n'y a nul inconvénient à

donner compétence non pas au bureau, mais au juge saisi de la connaissance du cas urgent, sauf l'obligation de renouveler la demande selon les règles normales, pour la suite éventuelle de la procédure.

* * *

Le projet consacre une seconde innovation importante, qui nous paraît fort discutable et qui n'a pas rencontré les faveurs de votre Commission.

Il s'agit des organismes nouveaux que le projet appelle « *Bureaux de la Consultation gratuite* » et qui seraient chargés de statuer sur les demandes d'assistance.

Les articles 3 à 11 règlent l'organisation de ces bureaux et confient à des membres du barreau, assistés du Ministère public, le soin de connaître désormais de ces demandes.

Deux questions se posent à cet égard :

La première, au sujet de la composition de ces nouveaux organismes ; la seconde, à propos des garanties données à leurs délibérations par l'intervention du Ministère public.

En ce qui concerne le premier point : y a-t-il utilité à créer auprès de chaque cour et de chaque tribunal, en vue de l'action *Pro Deo*, un bureau de consultation gratuite, composé d'avocats ?

Ne vaut-il pas mieux, au contraire, sans toucher aux prérogatives du barreau en ce qui concerne l'assistance gratuite des avocats, laisser ce soin aux magistrats, sauf à constituer, au sein de chaque juridiction, une chambre spéciale ?

Il y a de sérieux inconvénients à confier au barreau une charge qui sort de son rôle et qui a, jusqu'ici, appartenu à l'autorité judiciaire.

Inconvénients d'abord pour le choix des titulaires.

Donner au bâtonnier, comme le propose l'article 7 du projet, le soin de désigner l'un de ses confrères pour statuer sur les demandes de *Pro Deo*, n'est-ce pas lui demander dans beaucoup de cas, un choix bien délicat ? Qu'on réfléchisse à ce qu'il faudrait souvent de prudence et de doigté, non seulement pour faire ce choix à l'abri de toute critique, mais surtout pour retirer ce mandat de confiance à un confrère qui se serait révélé inférieur à sa tâche ? L'on comprend et tout le monde accepte qu'un bâtonnier exerce, vis-à-vis de ses confrères, une action disciplinaire, on comprendrait moins qu'il fût appelé à choisir entre ses confrères et à marquer des préférences ou même des répugnances qui ne paraîtraient pas justifiées.

Et pour le titulaire lui-même, quelle situation peu enviable ! Que de critiques ou même que de suspicions, dans un monde où sans doute il est convenu que règne la plus grande confraternité, mais où il existe tout de même une liberté de critique à nulle autre pareille. Quel est l'avocat, quelle que soit son expérience, qui pourrait remplir cette tâche, sans s'exposer au reproche soit d'un excès de bienveillance confraternelle, soit d'une sévérité mal appréciée ?

Sans doute, dans un grand barreau comme Bruxelles, les difficultés seront moindres, mais la règle doit s'appliquer partout et il n'est pas douteux que les inconvénients que nous signalons ne manqueraient pas de se présenter bien souvent.

Du reste, le rôle de l'avocat est d'aider la Justice et non de juger : si même il ne s'agit que de statuer sur des demandes ayant pour objet le bénéfice de la procédure gratuite, n'est-ce pas le faire sortir de sa mission que de le transformer en juge de ces demandes ? Et alors que jusqu'ici on n'a jamais songé à confier au barreau d'autre juridiction que celle qu'il exerce au sein même de sa corporation, ne serait-il pas exorbitant de lui donner un pouvoir de contrainte, non seulement vis-à-vis des justiciables, mais même vis-à-vis du fisc, des magistrats, des avoués et des huissiers ?

Au surplus, l'organisation telle que la propose le projet qui nous est soumis, n'est-elle pas beaucoup trop compliquée ? Non seulement, en première instance elle nécessite un choix difficile ; non seulement, pour les cours d'appel, elle exige qu'on mobilise pour chaque cause, deux bâtonniers et un conseiller de la cour, mais elle prévoit pour toutes les demandes indistinctement l'intervention obligatoire du ministère public.

C'est la seconde question que nous voulons rencontrer.

Quelle utilité y a-t-il à exiger cette intervention ?

A notre avis, cela n'aura qu'un résultat : encombrer les parquets. Alors qu'on a supprimé l'avis du ministère public dans la plupart des procès, ne serait-il pas étrange de l'établir comme une règle en matière de demandes de *pro deo* ?

Nous proposons qu'on s'en tienne à la règle actuellement en vigueur et qu'on laisse aux magistrats la mission de statuer sur ces demandes comme sur toutes autres matières.

La Commission accepte l'idée de créer un organisme spécial, mais elle préfère qu'il soit composé de magistrats ; elle propose qu'au sein de chaque tribunal de première instance et de chaque tribunal de commerce, on constitue une ou plusieurs chambres spéciales que l'on peut appeler « *Bureaux d'assistance judiciaire* » et qui seront constituées, chacune, d'un magistrat désigné, au début de l'année judiciaire, par le président du tribunal.

De même, elle propose qu'au sein de chaque Cour d'appel soit constitué un bureau portant la même dénomination et chargé de juger les demandes de *Pro Deo* pour la procédure devant la Cour.

Le projet de loi prévoit, pour le bureau établi à la Cour d'appel, des garanties plus grandes que pour les bureaux en première instance.

* * *

Pourquoi cette différence ?

Les demandes de *Pro Deo* formulées pour l'appel présenteraient-elles des difficultés plus grandes que les demandes de *Pro Deo* pour l'intentement du procès en première instance ? C'est souvent le contraire, car dans la plupart des cas, le *Pro Deo* n'est réclamé en appel que lorsqu'il a été demandé en première instance et dès lors l'instruction et le jugement de la demande deviennent plus faciles.

Nous proposons donc que le bureau, à la Cour d'appel, ne comprenne comme le bureau de première instance, qu'un seul magistrat, c'est-à-dire un conseiller de la Cour à désigner par le Premier Président.

Mais à côté de ce Bureau chargé d'examiner les demandes pour la procédure d'appel, il faut prévoir un Bureau chargé de juger les appels que le Procureur général pourrait interjeter des décisions du bureau de première instance.

Comme il s'agit dans ce cas de statuer sur des décisions rendues par un magistrat de première instance, on pourrait décider que le bureau près la Cour d'appel constitue le bureau d'appel, mais que dans le cas où il s'agit de connaître de l'appel d'une décision de première instance, le bureau comprend, outre le conseiller chargé des demandes ordinaires, un second conseiller désigné par le Premier Président.

* * *

Que dire de la procédure proposée ?

Elle apparaît singulièrement compliquée.

La loi de 1889 se contentait de formalités toutes simples : une demande écrite en double, une seule comparution au jour fixé par le juge, et l'inscription du jugement sur l'un des doubles, sans formalité d'expédition.

Le projet qui nous est soumis exige : une première comparution pour formuler la demande ; un procès-verbal de cette première comparution ; une seconde comparution au jour fixé par le bureau ; une décision motivée, inscrite et signée dans un registre à minutes ; puis la délivrance par le greffe de l'expédition en double avec formule exécutoire.

Nous ne comprenons pas la nécessité de tout ce formalisme qui ne peut avoir qu'une conséquence : augmenter la paperasserie et la besogne des greffes.

La procédure actuelle est plus expéditive et donne tout autant de garantie.

Que l'on permette à celui qui sollicite le *Pro Deo* de remplacer la demande écrite par une demande verbale, lorsqu'il le préfère, soit ! En ce cas, le greffier prendra une note sommaire de la demande. Mais en dehors de cela, il ne nous paraît pas qu'il faille changer quoi que ce soit à la procédure de la loi de 1889.

Tout au plus, peut-on prévoir la délivrance d'une expédition avec la formule exécutoire, si une partie en fait la demande.

* * *

Les exigences du projet pour la justification de l'indigence nous paraissent à la fois trop exclusives et parfois exagérées.

Trop exclusives, car dans bien des cas l'extrait prévu au 1^{er} de l'article 34 ne pourra pas être produit et il faudrait prévoir son remplacement éventuel par une autre pièce : par exemple, une déclaration émanant d'une autorité spécialement compétente pour attester l'indigence.

Exagérées : Pourquoi exiger la production de la carte d'identité, lorsque le bureau a ses apaisements sur cette identité ?

Ensuite, n'est-il pas exagéré d'exiger d'un étranger, résidant en Belgique, qu'il compareaisse d'abord devant l'agent consulaire belge ? N'est-ce pas souvent l'obliger à des dépenses plus grandes que celles qu'il veut éviter ?

Ne faut-il pas laisser, dans les cas spéciaux qui peuvent se présenter, liberté au bureau ou au juge de fixer lui-même les pièces à fournir pour justifier l'indigence invoquée ?

Ne vaut-il pas mieux même leur laisser pleine liberté dans tous les cas, sauf à indiquer les pièces qu'ils sont en droit d'exiger, s'ils le jugent nécessaire ?

En tout cas, lorsqu'il s'agit de la Justice de paix ou de cas urgents, il est nécessaire de s'en rapporter à l'appréciation du juge sur les pièces à produire.

Se montrer exigeant dans ces cas, serait souvent rendre illusoire le droit à l'assistance.

* * *

Le titre VII, traite du retrait de l'assistance.

Nous ne partageons pas non plus la manière de voir du projet sur ce point.

Nous estimons que, seul, le Tribunal saisi du procès doit avoir compétence pour connaître d'une demande en retrait de l'assistance, sauf à lui laisser la faculté de renvoyer la demande au bureau pour enquête et rapport, s'il le juge convenable.

Dans la plupart des cas, en effet, pareille demande ne sera basée que sur des éléments produits dans le cours du procès : elle pourrait n'être souvent que le résultat de la passion provoquée par des débats irritants. L'intervention du bureau serait souvent intempestive et il n'est pas possible de lui laisser le pouvoir délicat et dangereux de prendre, au cours des débats, une décision qui pourrait avoir une répercussion sur la suite de l'affaire.

Une fois le Tribunal saisi et le *Pro Deo* accordé, le bureau ne doit plus avoir le droit de s'immiscer dans l'affaire. Décider le contraire serait exposer la justice à des interventions souvent malsaines ou arbitraires.

* * *

Les quelques critiques que nous avons cru devoir signaler nous amènent à cette conclusion qu'il est nécessaire de remanier le projet, dans un grand nombre de ses dispositions.

Nous croyons devoir ajouter qu'il nous paraît utile de combler une lacune.

Le titre 1^{er} est intitulé : « De l'assistance judiciaire ». Ces termes annoncent une définition que l'on cherche en vain.

Cependant cette définition est d'autant plus nécessaire que le projet de loi abroge toutes les lois précédentes en la matière.

L'article 1^{er} se contente de dire « L'assistance est applicable » : mais qu'est-ce que l'assistance ?

La loi de 1889 en donnait une définition dans l'article 1^{er}. Pourquoi ne pas reproduire cette disposition ?

Nous proposons donc de la rétablir, sauf à y introduire une légère modification résultant de l'extension du bénéfice de la loi aux étrangers.

* * *

A côté des critiques que nous venons de formuler et des modifications que nous proposons, nous n'hésitons pas à donner notre entière approbation à la tendance générale du projet de loi et à de nombreuses dispositions heureuses qu'il contient.

Un premier avantage de la loi proposée est d'être une loi organique de l'assistance judiciaire. Jusqu'ici il n'y avait qu'un embryon d'organisation et l'on manquait de règles précises.

Que de discussions et controverses au sujet de l'application de la législation en vigueur ! Dans quels cas s'appliquait-elle ? Rien n'était bien déterminé.

L'article 1^{er} du projet va pour l'avenir donner des précisions qui mettront fin à toute discussion : l'assistance pourra être demandée pour tout acte indistinctement

qui relève d'une juridiction quelconque ou qui s'y rattache soit comme préliminaire soit comme corollaire.

* * *

Le projet réalise un autre progrès non moins important, d'abord par la création d'un organisme spécial chargé de connaître les demandes d'assistance judiciaire et ensuite par les conditions nouvelles exigées pour l'obtention du *Pro Deo*.

A la faveur d'une législation incomplète et mal précisée le *Pro Deo* est devenu un privilège réclamé par beaucoup de justiciables qui n'y ont aucun droit, mais qui l'obtiennent quand même, parce que les tribunaux se sont habitués à ne donner à l'examen de ces demandes, qu'une importance secondaire et souvent distraite.

Que de procès intentés à la légère, sans étude préalable, dont un grand nombre sont voués, même dans l'esprit de leur auteur, à un avortement rapide et n'ont pour but que de servir soit d'essai à tout hasard, soit de moyen d'intimidation, de chantage ou de vengeance. On les intente quand même, parce que cela ne coûte rien et que l'on ne risque rien.

De là une quantité d'affaires inutiles qui encombrent les rôles de nos tribunaux au grand détriment de la marche générale des affaires et pour le tourment des avoués et des huissiers que ces affaires, astreignent à un travail perdu.

Une loi qui mettrait fin à pareil abus, rendrait un véritable service social.

Nous pensons que la constitution d'un organisme spécial chargé de statuer sur les demandes en *Pro Deo* sera à ce point de vue pleinement efficace; et si nous ne pensons pas qu'il faille le composer d'avocats comme le proposent les auteurs du projet, nous n'en sommes pas moins persuadés que les magistrats qui le composeront et qui auront désormais une mission bien précisée, ne manqueront pas de donner aux décisions qu'ils seront appelés à rendre une attention plus scrupuleuse. Ils ne considéreront plus la charge de statuer en cette matière comme une besogne accessoire et négligeable, mais, par là même qu'elle deviendra pour eux une mission plus spéciale et plus personnelle, ils mettront le même souci à appliquer rigoureusement la loi dans ces affaires que dans toutes les autres.

La création d'un organisme distinct donnera par elle-même, à notre avis, des résultats sérieux.

* * *

Mais le projet prévoit aussi un changement notable dans les conditions qu'il exige pour l'obtention du *Pro Deo* et il réalise encore à ce point de vue un sérieux progrès.

Jusqu'ici pour l'octroi de l'assistance une seule condition était réellement exigée : l'indigence. Il est bien rare, en effet, que le *Pro Deo* ait été refusé pour la raison que le procès était manifestement mal fondé. Désormais, le bureau d'assistance devra examiner sérieusement non seulement la réalité de l'indigence mais aussi le point de savoir si le procès « paraît juste » et s'il y a un réel intérêt à l'intenter. Il ne faut pas se dissimuler que cette appréciation demandée à un magistrat sur des éléments qui ne pourront souvent être que bien sommaires, n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients; mais si l'on veut mettre fin à

L'abus du *Pro Deo*, il est nécessaire de prendre des mesures et celle qui est proposée, malgré son caractère délicat, paraît s'imposer : la plus grande circonspection s'imposera évidemment au magistrat dans l'appréciation qu'il sera appelé à émettre sur l'apparence juste et utile du procès.

*
* * *

Une innovation heureuse est aussi proposée dans l'article 4, pour lequel, afin de mieux déterminer les cas d'application nous proposons la rédaction suivante : « Les personnes qui, sans être totalement intelligentes, n'ont cependant que des ressources insuffisantes pour faire face à tous les frais d'un procès, peuvent aussi obtenir le *Pro Deo*, mais à condition de verser entre les mains du receveur de l'enregistrement, une somme que détermine la décision accordant l'assistance ».

Le cas est fréquent. Des justiciables, au moment d'intenter un procès s'effrayent parce qu'ils ne savent pas à quel chiffre pourront s'élever les frais et demandent le *Pro Deo* dans la crainte que ce chiffre soit trop élevé : ils s'abstiendraient souvent de pareille demande s'ils étaient assurés que les frais s'arrêteraient à une somme modérée.

Jusqu'ici ils ne pouvaient obtenir qu'une dispense totale de payer les frais : désormais, ils pourront n'obtenir qu'une dispense partielle, mesurée à leur degré d'aisance.

L'effet de cette disposition sera souvent très heureux ; car le juge pourra, dans bien des cas soumettre le demandeur à une espèce d'épreuve en lui imposant, avant d'intenter un procès, un léger sacrifice.

Il est bien peu de gens qui consentiront à faire le versement prévu par l'article 4, quand le procès qu'ils veulent intenter, ne répond ni à un espoir fondé ni à une utilité sérieuse.

*
* * *

Les décisions rendues en matière de *Pro Deo* n'étaient jusqu'ici susceptibles d'aucun recours.

En vue d'assurer l'application rigoureuse de la loi, il est peut-être utile de prévoir un certain contrôle et de permettre la réformation des abus qui pourraient se présenter.

Le projet de loi prévoit la possibilité de l'appel des décisions rendues mais, afin d'éviter que cet appel ne devienne une nouvelle cause d'encombrement, c'est le Procureur général seul qui aurait le droit de recourir à ce moyen : mais il pourrait le faire soit dans l'intérêt du Trésor, dans le cas où le *Pro Deo* aurait été accordé sans motif légitime, soit dans l'intérêt du demandeur, dans le cas où le refus du *Pro Deo* ne paraîtrait pas suffisamment justifié.

Nous ne pouvons que nous rallier à cette proposition. Dans le même ordre d'idées, nous pensons qu'il serait peut-être utile, en vue d'exercer un contrôle sérieux sur le caractère des demandes de *Pro Deo*, de donner aux officiers ministériels intéressés, le droit d'y collaborer. Ils ont, en effet, un réel intérêt à ce que la gratuité de la procédure ne soit pas accordée arbitrairement et il n'est que juste qu'ils puissent présenter des observations sur les demandes en *Pro Deo*.

Nous proposons donc d'ajouter un article ainsi conçu :

« Les dossiers relatifs aux demandes d'assistance judiciaire pourront être sou-

mis à l'examen d'un délégué de la Chambre des avoués et d'un délégué de la Chambre des huissiers, qui pourront y joindre une note, mais sans qu'il puisse cependant résulter de cette communication aucun retard dans l'examen des affaires.

* * *

On peut se demander si la disposition excellente de l'article 31 ne devrait pas être étendue. Elle vise uniquement les affaires de pension alimentaire : mais que d'autres affaires pourraient être terminées de la même façon ?

Cette disposition permet au Bureau d'assistance judiciaire de mettre fin avec une sage simplicité, à des procès particulièrement regrettables qui sont une source de déchirement dans les familles et une cause d'encombrement des prétoires. Dans la plupart des cas lorsqu'un vieux demande une pension à ses enfants, ceux-ci ne protestent pas devant le magistrat : ils comprennent leur devoir et font des promesses, ce qui n'empêche que pour l'exécution de celles-ci il est nécessaire de demander un titre exécutoire. Jusqu'ici pour obtenir ce titre il fallait intenter le procès : désormais il sera possible d'éviter ces formalités : il suffira de prendre acte des promesses faites dans le procès-verbal que dressera le greffier et auquel il suffira d'ajouter la formule exécutoire.

Qu'il serait sage de permettre la même procédure dans tant d'autres affaires qui pourraient grâce à cette simplification, ne pas aller plus loin que le Bureau d'assistance.

* * *

De toutes les dispositions nouvelles du projet, celle de l'article 37 ne sera pas la moins bien accueillie. Elle sera un soulagement sérieux pour ceux qui jusqu'aujourd'hui tenaient de la loi du *Pro Deo* des obligations parfois fort onéreuses.

Les avoués, les huissiers, surtout, étaient mis à contribution sans vergogne ; ils devaient fournir non seulement gratuitement leur travail mais faire même, parfois, des débours qui ne leur étaient remboursés par personne.

L'article 37 va mettre bon ordre à cela, du moins pour une grosse part. Il décide que le Fisc fera, à la décharge de l'assisté, l'avance des frais et déboursés des officiers publics et ministériels, des experts et des témoins ainsi que d'autres dépenses que l'article énumère.

Il en résultera une dépense importante pour le Trésor, mais la loi prévoit aussi des garanties pour en assurer le remboursement dans la plus large mesure possible.

Il nous paraît même que certaines sanctions, prévues fort justes du reste, ne perdront rien de leur efficacité si elles sont quelque peu atténuées dans la mesure que nous proposons.

* * *

La Commission spéciale propose à la Chambre d'adopter le projet qui lui a été transmis par le Sénat, mais en y apportant les modifications que nous avons exposées. Elle pense que ce projet ainsi amendé répondra mieux au souhait du monde judiciaire et mettra fin aux abus dont on se plaint à si juste titre.

Le Rapporteur,
JULES PONCELET.

Le Président,
E. BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1924.

Wetsontwerp

tot wijziging der wet van 30 Juli 1889 betreffende den gerechtelijken bijstand en de toelating om kosteloos te procederen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE EN DE BURGER- EN STRAFRECHTELIJKE WETGEVING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PONCELET.

MIJNE HEEREN,

Eenparig en zonder debat heeft de Senaat het ontwerp van de Regeering aangenomen, tot wijziging der wet op den gerechtelijken bijstand en de toelating om kosteloos te procederen.

De Regeering zelf had slechts textueel het ontwerp overgenomen zooals het door den Raad voor Wetgeving werd opgemaakt.

De achtbare verslaggever van de senatoriale Commissie voor de Justitie besloot zonder voorbehoud voor de aanneming van de voorgestelde bepalingen en vatte de zienswijze der Commissie samen als volgt :

« De tekst, zooals hij door den Raad voor Wetgeving is opgemaakt geworden, verbetert op gepaste en gevatte wijze de groote gebreken welke, gedurende een tijdperk van nagenoeg vier-en-dertig jaar, door de toepassing der wet op het *Pro Deo* zijn gebleken ».

Wij geven toe dat sommige aangenomen bepalingen een verbetering kunnen zijn van het huidige stelsel, doch wij kunnen ons niet aansluiten met de geestdriftige houding door den Senaat tegenover heel het ontwerp aangenomen.

(1) Wetsontwerp, door den Senaat overgemaakt, n^o 411 (1922-1923).

(2) De Commissie bestond uit de heeren Brunet, voorzitter, Baels, Buisset, Carton de Wiart, Colleaux, De Bue, Dejardin, Hallet, Jennissen, Mechelynck, Meysmans, Neven, Poncelet, Sinzot, Soudan en Van Dievoet.

Wij zijn daarentegen van meening dat dit ontwerp moet worden gewijzigd en zelfs totaal veranderd in verschillende zijner belangrijke bepalingen.

* * *

Onder de nieuwigheden waartoe wij onmogelijk kunnen toetreden, is de voornaamste die welke de regeling der gebiedsbevoegdheid verandert.

Onder de bestaande regeling, wordt het voorrecht van den bijstand aangevraagd in het arrondissement waar de bijstand moet verleend worden.

Volgens artikel 12 van het ontwerp, zou dit niet meer aldus geschieden : het is het bureel van het arrondissement « *waar de verzoeker zijne verblijfplaats heeft* », dat bevoegd zou zijn om te beslissen.

Het is klaar dat dit niet kan aangenomen worden. Een voorbeeld :

Een persoon, te Luik verblijvende, wil het *Pro Deo* vragen om een rechtsgeding in te stellen bij de Rechtbank van Antwerpen tegen een inwoner van Antwerpen.

Volgens het nieuwe stelsel, is het bureel van Luik bevoegd om over deze aanvraag te beslissen.

Gevolgen :

Het bureel van Luik zal den advocaat van Antwerpen, den pleitbezorger en den deurwaarder van Antwerpen moeten aanwijzen, welke hun ambt zullen moeten leenen. Is dit aan te nemen ?

En dit is niet het eenige gebrek van den maatregel.

Indien de verweerder de *Pro Deo*-aanvraag wil bestrijden, zal hij zich naar Luik moeten begeven. Derwijze zal hij zich niet alleen te Antwerpen moeten verdedigen tegen het rechtsgeding waarmede hij bedreigd is, maar hij zal zich vooraf moeten verdedigen te Luik tegen de *Pro Deo* aanvraag; hij zal alzoo gedwongen zijn in twee verschillende arrondissementen te verschijnen, twee raads mannen te kiezen. Ware het niet ongehoord geen rekening te houden met dergelijke bezwaren ten laste komende van de verwerende partij ?

Daar, anderzijds, de taak van het bureel er niet alleen in bestaat het onvermogen te controleeren, doch na te gaan of het rechtsgeding « rechtmatig schijnt », moet het bureel van Luik zeggen of het geding dat men wil instellen te Antwerpen « rechtmatig schijnt ». Is dat niet een schreeuwende ongerijmdheid ?

Eindelijk, daar het bureel ook moet zoeken de partijen te doen overeenkomen, begrijpt men dan dat de verweerder er zich wel wil toe leenen een poging van verzoening te doen, bijaldien hij dienaangaande verplicht is verre en veelkostende reizen te doen ? In de meeste gevallen zal hij verkiezen niet te verschijnen.

Maar, zal men zeggen, de aanzoeker zou een ernstig voordeel er bij hebben, zich tot het bureel van zijne verblijfplaats te richten ?

In sommige gevallen zou dit wellicht voor hem gemakkelijk zijn ! Doch zou dit altijd in zijn belang zijn ? Want het zou hem ook verplichten in twee verschillende arrondissementen te verschijnen en twee raads mannen te kiezen ?

Daarenboven, zelfs als men enkel de belangen der Schatkist raadpleegt en het enkel geldt het onvermogen op meer zekere wijze na te gaan, waarom zou dan het bureel der verblijfplaats van den aanzoeker beter in staat zijn zich uit te

spreken aangezien de beslissing moet verleend worden, niet volgens de ter plaatse te nemen inlichtingen, maar volgens de ingediende stukken?

Wij zijn dus van meening dat men het voorstel om bevoegdheid te verleenen met in achtneming van de verblijfplaats moet afwijzen. Men moet het huidige beginsel handhaven, volgens hetwelk de gebiedsbevoegdheid voor het *Pro Deo* denzelfden regel volgt als de rechtsvordering voor dewelke zij wordt aangevraagd.

*
* * *

Tweede bezwaar omtrent de bevoegdheid : Het ontwerp maakt geen het minste onderscheid tusschen het geval waar het *Pro Deo* wordt aangevraagd door den eischer en het geval waar het wordt aangevraagd door den verweerder.

Het schijnt ons nochtans toe dat een onderscheid dient gemaakt te worden.

Inderdaad, waarom stelt men zulk een ingewikkeld vormvereischte voor wanneer het eene aanvraag in *Pro Deo* geldt?

Ongetwijfeld wil men beletten dat men zich, zonder voldoende reden, kunne onttrekken aan de betaling der rechten, onkosten of honoraria welke een proces medebrengt.

Doch men wil ook het aantal processen verminderen, hetzij met ze onmogelijk te maken wanneer zij niet rechtmatig schijnen, hetzij, zelfs wanneer zij rechtmatig zijn, met ze door de verzoening onnoodig te maken.

Telkens als het een proces betreft dat niet is aangevangen, beseft men dat het beter is slechts over de aanvraag in *Pro Deo* te beslissen, — zelfs als het een kennelijk onvermogene betreft, — dan na omstandig onderzoek door een bijzonder organisme.

Doch wanneer het de verweerder in het geding is die het *Pro Deo* aanvraagt, is het dan nog wel noodig zooveel voorzorgen te nemen?

De verweerder, inderdaad, vraagt het *Pro Deo* enkel aan dan wanneer het geding is aangevangen. Bijgevolg hangt het niet meer van hem af dat het geding doorgaat of niet. In dit geval, is het van weinig belang of het geding rechtmatig of onrechtmatig blijkt! Inderdaad, wanneer het geschil bij de Rechtbank is aanhangig gemaakt, hoe zal men dan een poging tot verzoening beseffen vanwege een ander organisme?

Wanneer de verweerder het *Pro Deo* aanvraagt, blijft er slechts een enkele zaak te onderzoeken : de wezenlijkheid van het onvermogen.

Wenu, in de meeste gevallen biedt dit onderzoek geen de minste moeilijkheid.

Het is dus niet noodig te eischen dat de aanvraag, zonder onderscheid der gevallen, onderworpen wordt aan het onderzoek van een bijzonder organisme. Wanneer het onvermogen kennelijk is of klaar blijkt uit de voorgelegde stukken, waarom zou dan de Rechtbank, waarbij het geding is aanhangig gemaakt, niet kunnen beslissen over de aanvraag in *Pro Deo* vanwege den verweerder, zooals zij kan beslissen over elk tusschengeschil dat in den loop van de rechtspleging oprijst? Men kan de Rechtbank laten beslissen of het noodig is de aanvraag te verwijzen naar het bureel, wanneer zij niet dadelijk afdoende blijkt.

*
* * *

Derde opmerking :

De bepaling van artikel 15 waarbij wordt geregeld de rechtspleging in de dringende gevallen, schijnt ons evenmin welgekomen te zijn. Indien het in de dringende gevallen noodig is dat de aanzoeker in *Pro Deo* zich eerst tot het bureel van eersten aanleg richt, dan zal de beslissing vaak te laat komen.

Nemen wij het geval van een armen ouderling die er niet in slaagt de uitkeering te bekomen van een schuldvordering wegens onderhoud. Hij vermeent dat zijn schuldenaar den eigenden dag of 's anderdaags geld gaat optrekken bij een derde : hij heeft ternauwernood den tijd om van den voorzitter der Rechtbank de machtiging los te maken om een beslagneming te doen. Gaat men hem verplichten zich eerst elders te wenden om het *Pro Deo* te bekomen ? Waarom zou de voorzitter der Rechtbank, tot wien hij zich moet wenden om de machtiging tot inbeslagneming te bekomen, hem niet terzelfder tijd, ten minste voor de eerste vormvereischen, het *Pro Deo*-voorrecht kunnen verleenen ?

Wij meenen, dat in deze uitzonderlijke omstandigheden, er geen het minste bezwaar zou bestaan om bevoegdheid te geven niet aan het bureel, maar aan den rechter die moet kennis nemen van het dringend geval, mits de verplichting van de aanvraag te hernieuwen volgens de normale regels, voor het mogelijk gevolg dat de rechtspleging zou hebben.

* * *

Het ontwerp huldigt een tweede aanzienlijke nieuwigheid, welke ons zeer betwistbaar voorkomt en die door uwe Commissie niet werd aangenomen.

Het betreft de nieuwe inrichtingen, welke het ontwerp noemt : « Bureelen voor kosteloze raadpleging » en die zouden belast worden met uitspraak te doen over de aanvragen van gerechtelijken bijstand.

De artikelen 5 tot 11 regelen de inrichting van deze bureelen en vertrouwen aan leden der balie, bijgestaan door het Openbaar Ministerie, de zorg toe voortaan van deze aanvragen kennis te nemen.

Dienaangande komen twee vraagpunten naar voren :

Het eerste, betreffende de samenstelling van deze nieuwe organismen ; het tweede, omtrent de waarborgen gegeven aan hunne beraadslagingen door de tusschenkomst van het Openbaar Ministerie.

Voor wat het eerste punt betreft : vragen wij of het nuttig is bij elk hof en bij elke rechtbank, met het oog op rechtsvordering in *Pro Deo*, een bureel voor kosteloze raadpleging, uit advocaten bestaande, tot stand te brengen ?

Is het daarentegen niet beter, zonder te raken aan de voorrechten der balie voor wat betreft den kosteloozen bijstand der advocaten, die zorg over te laten aan de magistraten, mits, in den schoot van elke rechtsmacht, eene bijzondere kamer in te stellen ?

Er bestaan ernstige bezwaren om aan de balie een last op te dragen die hare rol te buiten gaat en die, tot nog toe, aan de rechterlijke overheid behoorde.

Vooreerst bezwaren voor de keus der titularissen.

Met aan den stafhouder, zooals artikel 7 van het ontwerp het voorstelt, de taak op te dragen een zijner confraters aan te wijzen om over de aanvragen van *Pro Deo* te beslissen, stelt men hem dan niet, in vele gevallen, in een zeer kiechen toestand? Men bedenke hoeveel omzichtigheid en takt er vaak zullen noodig zijn, niet alleen om deze keus te doen buiten alle kritiek, maar vooral om dit vertrouwensmandaat te ontnemen aan een collegiaal die beneden zijne taak zou gebleken zijn? Men begrijpt en iedereen neemt aan dat een stafhouder, tegenover zijne collegialen, een tuchtmaatregel neme; men zou minder begrijpen dat hij geroepen werd om onder zijne collegialen te kiezen en om voorkeur of zelfs afkeer te betuigen welke niet gerechtvaardigd zouden blijken.

En de titularis zelf, in welk een weinig benijlbaren toestand zou hij zich bevinden? Wat al kritieken of zelfs wat al verdenkingen in een midden waar het, ongetwijfeld, als regel geldt dat de grootste broederlijkheid heerscht, maar waar, evenwel, een vrijheid van kritiek bestaat aan geene andere gelijk. Welke advocaat, hoe groot ook zijne ondervinding weze, zou deze taak kunnen vervullen zonder dat hem, hetzij een overdreven collegiale welwillendheid, hetzij een kwalijk beoordeelde gestrengheid worde aangewreven?

Gewis, zullen, in een groote balie als die van Brussel, de moeilijkheden niet zoo groot zijn; doch de regel moet overal worden toegepast en het is niet twijfelachtig dat de bezwaren, welke wij aantoonen, zich vaak zullen voordoen.

Overigens, de rol van den advocaat bestaat er in het Gerecht te helpen en niet van recht te spreken; zelfs, indien het enkel geldt te beslissen over aanvragen die er toe strekken het voorrecht der kosteloze rechtspleging te bekomen, doet men hem dan niet buiten zijne zending treden, met hem als rechter over deze aanvragen aan te stellen? En wanneer men tot nog toe er niet aan gedacht heeft aan de balie eene andere rechtsbevoegdheid toe te kennen dan die welke zij in den schoot zelf van de corporatie uitoefent, zou het dan niet overdreven zijn haar de macht te geven van dwang uit te oefenen niet alleen tegenover de rechtsplichtigen, maar zelfs tegenover den fiscus, de magistraten, de pleitbezorgers en de deurwaarders?

Overigens, is de inrichting, zooals zij ons door het onderhavige ontwerp wordt voorgesteld, niet al te zeer ingewikkeld? Niet alleen vergt zij, in eersten aanleg, een bezwaarlijke keus, niet alleen eischt zij, voor de Hoven van Beroep, dat men voor iedere zaak twee stafhouders en een raadsheer in het Hof te werk stelt, doch zij voorziet voor al de aanvragen zonder onderscheid de verplichte tussenkomst van het Openbaar Ministerie. Het is de tweede vraag die we moeten beschouwen. Welk is het nut van deze tussenkomst? Onzes inziens, zal zij slechts één gevolg hebben: de paraketten te overladen. Nu dat men het advies van het Openbaar Ministerie in meest al de processen heeft afgeschaft, zou het niet vreemd voorkomen het als regel te stellen in zake van aanvragen van *Pro Deo*?

Wij stellen voor dat men zich houde aan den thans bestaanden regel en dat men aan de magistraten de taak late over deze aanvragen te beslissen zooals over alle andere zaken.

De Commissie treedt de gedachte bij, een bijzonder organisme tot stand te brengen, doch zij verkliest dat het samengesteld worde uit magistraten; zij stelt voor in den schoot van iedere rechtbank van eersten aanleg en van iedere handelsrechtbank een of meer bijzondere kamers te maken welke men kan noemen : *Bureelen voor gerechtelijken bijstand* en die, elk, zullen bestaan uit een magistraat, bij het begin van het rechterlijk zittingsjaar, door den voorzitter der rechtbank aangewezen.

Eveneens, stelt zij voor in den schoot van ieder Hof van Beroep een bureel samen te stellen met dezelfde benaming en belast te oordeelen over de aanvragen van *Pro Deo* bij de rechtspleging voor het Hof.

Het wetsontwerp voorziet voor het bureel, gevestigd bij het Hof van Beroep, veel grootere waarborgen dan voor de bureelen in eersten aanleg.

* * *

Waarom dit onderscheid?

Zouden de *Pro Deo*-aanvragen, voor het beroep ingediend, veel grootere bezwaren aanbieden dan de *Pro Deo*-aanvragen voor het instellen van het geding in eersten aanleg? Het is vaak het tegenovergestelde, want in de meeste gevallen wordt het *Pro Deo* slechts in beroep geëischt wanneer het in eersten aanleg werd aangevraagd en, dienvolgens, worden het onderzoek en de uitspraak over de aanvraag veel gemakkelijker.

Wij stellen dus voor dat het Bureel, bij het Hof van Beroep, zooals het Bureel van eersten aanleg, slechts uit een enkelen magistraat zou bestaan, te weten : een raadsheer in het Hof, door den Eersten Voorzitter aan te wijzen.

Doch, naast dit Bureel, belast met het onderzoek van de aanvragen voor de rechtspleging in beroep, dient men een Bureel te voorzien gelast te oordeelen over de beroepen welke de Procureur Generaal zou kunnen instellen tegen de beslissingen van het Bureel van Eersten aanleg.

Daar het in dit geval geldt te beschikken over de beslissingen van een magistraat van eersten aanleg, zou men kunnen besluiten dat het Bureel bij het Hof van Beroep het Bureel van beroep uitmaakt, doch dat, in het geval waar het geldt kennis te nemen van het beroep eener beslissing van eersten aanleg, het Bureel, behalve den raadsheer belast met de gewone aanvragen, een tweeden raadsheer bezit, door den Eersten Voorzitter aangewezen.

* * *

En wat gezegd van de voorgestelde rechtspleging?

Zij schijnt ons buitengewoon ingewikkeld.

De wet van 1889 bepaalde zich bij eenvoudige formaliteiten : een geschreven aanvraag in tweevoud, bij eene enkele verschijning op den dag door den rechter bepaald, en de inschrijving van het vonnis op een van de dubbels, zonder formaliteit van expeditie.

Het ontwerp dat ons wordt voorgelegd eischt eene eerste verschijning om de aanvraag voor te brengen; een proces-verbaal van deze eerste verschijning, eene tweede verschijning op den dag bepaald door het bureel; eene

beredeneerde beslissing, ingeschreven en onderteevend in een register van minuten; dan de aflevering door de griffie van de expeditie in tweevoud met formule tot uitvoering.

Wij begrijpen niet de noodzakelijkheid van al dit formalisme, dat maar één gevolg kan hebben : de papierrommel en het werk van de griffies vermeederen.

De bestaande rechtspleging gaat vlugger van de hand en geeft evenveel waarborgen.

Dat men dengene, die het *Pro Deo* aanvraagt, toelate de geschreven aanvraag te vervangen door een mondelinge, wanneer hij zulks verkiest, tot daar! In dit geval zal de griffier eene beknopte samenvatting kunnen nemen van de aanvraag. Maar buiten dit meenen wij niet dat men iets moet veranderen in de rechtspleging van de wet van 1889.

Men kan hoogstens de aflevering voorzien van eene expeditie met exécutoire formule, indien een der partijen het aanvraagt.

*
* *

De eischen van het ontwerp voor het bewijs van onvermogen schijnen ons én te uitsluitend én vaak overdreven.

Te uitsluitend, want in vele gevallen zal het uittreksel vereischt onder nummer 1^o van artikel 34 niet kunnen voorgebracht worden, en men zou de vervanging daarvan door een ander stuk moeten voorzien : bij voorbeeld eene verklaring van eene bijzonder bevoegde autoriteit om van het onvermogen te getuigen.

Overdreven. Waarom het voorleggen van de identiteitskaart eischen, wanneer het bureel over die identiteit alle geruststelling bezit?

En is het niet overdreven van een vreemdeling, die in België verblijft, te eischen dat hij eerst verschijne voor den Belgischen Consul? Verplicht men hem aldus niet grootere uitgaven te doen dan deze welke hij wil vermijden?

Moet men in de bijzondere gevallen die zich kunnen voordoen, aan het bureel of aan den rechter niet de vrijheid laten zelf te bepalen welke stukken dienen voorgelegd te worden om het aangevoerde onvermogen te bewijzen?

Is het zelfs niet beter hun in ieder geval volle vrijheid te laten, onder voorbehoud dat de stukken worden aangeduid die zij het recht hebben te eischen indien zij het noodig oordeelen?

Wat er ook van zij, wanneer het geldt het Vredegerecht, of dringende gevallen, dan is het noodig aan den rechter over te laten te oordeelen welke stukken moeten voorgebracht worden.

Indien men in deze gevallen veeleischend optrad, dan zou men het recht op den bijstand al te vaak onmogelijk maken.

*
* *

Titel VII handelt over de intrekking van den bijstand.

Wij kunnen de zienswijze van het ontwerp, op dit punt, niet deelen.

Wij meenen dat alleen de Rechtbank, voor dewelke het geding gebracht is, de bevoegdheid moet bezitten om kennis te nemen van de aanvraag tot intrekking van den bijstand; men kan haar evenwel de vrijheid laten de

aanvraag voor onderzoek en verslag te verwijzen naar het bureel, indien zij dit noodig oordeelt.

In de meeste gevallen, inderdaad, zal eene dergelijke aanvraag enkel gesteund zijn op gegevens voorgebracht in den loop van het geding: al heel dikwijls zou zij niets anders wezen dan het gevolg van den hartstocht door de heftige debatten veroorzaakt. De tusschenkomst van het bureel zou dikwijls ontijdig zijn, en het is niet mogelijk aan het bureel de kiesche taak over te laten, in den loop van de debatten, eene beslissing te treffen die eenigszins een weerslag zou kunnen hebben op het vervolg van de zaak.

Eens de zaak aan de Rechtbank onderworpen en het *Pro Deo* toegestaan, moet het bureel niet meer het recht hebben zich in de zaak te mengen. Door het tegenovergestelde te beslissen zou men het gerecht blootstellen aan vaak willekeurig of gevaarlijk optreden.

* * *

De enkele opwerpingen die wij hebben in 't midden gebracht brengen ons tot het besluit, dat het noodig is een groot deel van de bepalingen van het ontwerp te wijzigen.

Wij meenen er te moeten bijvoegen dat het ons nuttig voorkomt eene leemte aan te vullen.

Titel I luidt als volgt: « De gerechtelijke bijstand. » Deze woorden laten eene omschrijving verwachten die men vruchteloos zoekt.

En zij is des te meer noodig, daar alle vroegere wetten over de quaestie door het wetsontwerp worden ingetrokken.

Het eerste artikel zegt: « Bijstand kan verleend worden »: maar wat is de bijstand?

De wet van 1889 gaf daarvan eene omschrijving in artikel 1. Waarom die bepaling niet overgenomen?

Wij stellen dus voor ze terug te nemen, mits er eene lichte wijziging aan toe te brengen voortvloeiende uit de uitbreiding van het voordeel der wet aan de vreemdelingen.

* * *

Naast de bezwaren welke wij zooeven hebben geopperd en de wijzigingen welke wij voorstellen, aarzelen wij niet om geheel onze goedkeuring te schenken aan de algemeene strekking van het wetsontwerp en aan talrijke deugdelijke bepalingen welke het behelst.

Een eerste voordeel der voorgestelde wet is dat zij eene regelingswet van den gerechtelijken bijstand moet zijn. Tot nog toe bestond er slechts een embryo van inrichting en het mangelde aan stipte regelen.

Wat al redetwisten en geschillen omtrent de toepassing van de van kracht zijnde wetgeving! In welke gevallen werd zij toegepast? Niets was daaromtrent goed bepaald.

Artikel 1 van het ontwerp zal voor de toekomst nadere aanduidingen geven, welke aan alle redetwisting een eind zullen stellen: de gerechtelijke bijstand zal kunnen gevraagd worden voor gelijk welke handeling behoo-

rende tot eenige rechtsmacht of die daaraan is verknocht hetzij als inleiding, hetzij als gevolg.

* * *

Het ontwerp verwezenlijkt een anderen niet minder aanzienlijken vooruitgang, vooreerst door het tot stand brengen van een bijzonder organisme gelast kennis te nemen van de aanvragen voor gerechtelijken bijstand en, vervolgens, door de nieuwe eischen gesteld voor het verkrijgen van het *Pro Deo*.

Onder begunstiging van een onvolledige en slecht aangegeven wetgeving is het *Pro Deo* een voorrecht geworden dat opgevorderd wordt door tal van rechtsplichtigen die daarop geen aanspraak kunnen doen gelden, maar die het toch bekomen, omdat de rechtbanken de gewoonte hebben aangenomen aan het onderzoek van deze aanvragen slechts een bijkomend en dikwijls onaandachtig belang te hechten.

Wat al rechtsgedingen worden op lichtzinnige wijze ingesteld, zonder voorafgaande studie, waarvan een groot aantal, zelfs in den geest van die ze instelt, tot een spoedig mislukken zijn gedoemd en die slechts voor doel hebben hetzij te dienen tot proefneming in 't wilde, hetzij als middel van vreesaanjaging, van afdreiging of van wraak. Men stelt ze evenzeer in omdat dit niets kost en men niets waagt.

Van daar een menigte van onnoodige zaken die de rollen onzer rechtbanken overladen tot groot nadeel van den algemeenen gang der zaken en tot kwelling van de pleitbezorgers en deurwaarders aan wie deze zaken een doelloos werk opleggen.

Eene wet, die aan zulke misbruiken een eind zou stellen, zou een waren dienst op sociaal gebied bewijzen.

Wij meenen dat de instelling van een bijzonder organisme, belast met uitspraak te doen over de *Pro Deo*-aanvragen, te dien opzichte volkomen afdoende zal zijn; en zoo wij niet van gedacht zijn dat het moet samengesteld worden uit advocaten, zooals het door het ontwerp wordt voorgesteld, wij zijn niet minder overtuigd dat de magistraten die het samenstellen en die voortaan een zuiver afgelijnde taak zullen hebben, niet zullen nalaten aan de beslissingen, welke zij zullen geroepen worden te nemen, een scherpere aandacht te leenen; zij zullen de taak van in deze zaak uitspraak te doen niet meer aanzien als een bijkomende en onbelangrijke bezigheid, doch om reden dat zij voor hen eene meer bijzondere en meer persoonlijke taak zal worden, zullen zij dezelfde zorg besteden om de wet in deze zaken als in alle andere streng toe te passen.

Een afzonderlijk organisme zal, uit zijn eigen, meenen wij, ernstige uitslagen opleveren.

* * *

Doch het ontwerp voorziet ook een aanzienlijke verandering in de vereischten tot het bekomen van *Pro Deo* en het doet in dit opzicht nog een ernstigen vooruitgang.

Voor het verleenen van den bijstand werd eigenlijk, tot nog toe, slechts

ééne voorwaarde gesteld : het onvermogen. Het komt, inderdaad, zeer zelden voor dat *Pro Deo* is geweigerd geworden om reden dat het geding blijkbaar ongegrond was. Voortaan, moet het bureel voor den gerechtelijken bijstand niet alleen de wezenlijkheid van het onvermogen met ernst onderzoeken, maar ook het punt te weten of het geding rechtmatig blijkt en of er een waar nut bestaat hetzelve in te stellen.

Men moet zich niet ontveinzen dat deze beoordeeling, gevraagd aan een magistraat over elementen die vaak niets anders dan zeer beknopt kunnen zijn, ernstige bezwaren met zich medebrengt; doch wil men een eind stellen aan het misbruik van het *Pro Deo*, dan is het noodig maatregelen te nemen en deze maatregel van beoordeeling schijnt zich op te dringen in weerwil van zijn kieschen aard : de grootste omzichtigheid dringt zich echter op aan den magistraat bij de beoordeeling welke hij zal geroepen zijn uit te brengen over het rechtmatige en nuttige voorkomen van het geding.

*
* * *

In artikel 4 wordt ook een heilzame nieuwigheid voorgesteld, voor dewelke wij, tot betere aanduiding van de toepassingsgevallen, den volgenden tekst voorstellen :

« Zij die, ofschoon zij niet volkomen onvermogen zijn, slechts over ontoereikende geldmiddelen beschikken om al de kosten van een proces te bestrijden, kunnen ook het voordeel van den bijstand genieten doch mits zij in handen van den ontvanger der registratie eene som storten, te bepalen bij de beschikking waarbij gerechtelijke bijstand wordt verleend. »

Het geval komt vaak voor. Rechtsplichtigen beangstigen zich soms, op het oogenblik van een geding in te stellen, omdat zij niet weten hoe hoog de kosten kunnen loopen; en zij vragen het *Pro Deo* uit vrees dat dit bedrag te hoog weze : zij zouden zich dikwijls van dergelijke aanvraag onthouden, indien zij zeker waren dat de onkosten niet een gematigd bedrag zouden overschrijden.

Tot nog toe konden zij slechts een totale vrijstelling bekomen van het betalen der kosten; voortaan zullen zij slechts een gedeeltelijke vrijstelling kunnen bekomen, gemeten naar den graad van hun vermogen.

Deze maatregel zal dikwijls een dengdelijk gevolg hebben; want de rechter zal, in menige gevallen, den aanzoeker aan een soort proef kunnen onderwerpen, met hem, vóór de instelling van het geding, een licht geldelijk offer op te leggen.

Weinige menschen zullen er in toestemmen de geldstorting te doen, voorzien bij artikel 4, wanneer het geding dat zij willen instellen niet beantwoordt noch aan een gegronde verwachting, noch aan een ernstig nut.

*
* * *

De beslissingen getroffen in zake van *Pro Deo* waren tot nog toe voor geen beroep vatbaar.

Ten einde de gestrenge toepassing der wet te verzekeren, is het wellicht

nuttig een zekere contrôle te voorzien en de afschaffing mogelijk te maken van de misbruiken die zich zouden kunnen voordoen.

Het wetsontwerp voorziet de mogelijkheid in beroep te gaan van de gevallen beslissingen doch, om te beletten dat dit beroep niet een nieuwe oorzaak van belemmering worde, is het de Procureur Generaal alleen die het recht zou hebben dit middel aan te wenden : doch hij zou het kunnen doen in het belang van de Thesaurie, bij aldien het *Pro Deo* zou toegekend zijn geworden zonder wettige reden, hetzij in het belang van de aanzoekers, in geval de weigering van het *Pro Deo* niet genoegzaam zou gerechtvaardigd zijn.

Wij kunnen niet anders dat dit voorstel bijtreden.

In dezelfde gedachtenorde meenen wij dat het wellicht nuttig zou zijn, ten einde een ernstige contrôle te kunnen oefenen op den aard van de *Pro Deo*-aanvragen, aan de betrokken ministerieele ambtenaren het recht te geven daaraan mede te werken. Zij hebben er, inderdaad, een wezenlijk belang bij dat de kosteloosheid der procedure niet willekeurig wordt verleend en het is maar billijk dat zij kunnen aanmerkingen in 't midden brengen over de aanvragen in *Pro Deo*.

Wij stellen dus voor een artikel toe te voegen, luidende als volgt :

« De dossiers betreffende de aanvragen tot gerechtelijken bijstand kunnen aan een afgevaardigde van de kamer der pleitbezorgers en aan een afgevaardigde van de kamer der deurwaarders worden medegedeeld, tot onderzoek ; dezen kunnen er eene nota bijvoegen. Die mededeeling mag echter niet tot eenige vertraging in het onderzoek der zaken aanleiding geven. »

* * *

Men kan zich afvragen of de uitmuntende bepaling van artikel 31 niet zou moeten uitgebreid worden. Zij bedoelt alleenlijk de zaken van uitkeering tot onderhoud : doch hoeveel andere zaken zouden op dezelfde wijze niet kunnen afgehandeld worden ?

De bepaling laat toe aan het Bureel voor gerechtelijken bijstand, met een wijzen eenvoud, een eind te stellen aan bijzonderlijk spijtige rechtsgedingen die een bron zijn van scheuringen in de gezinnen en een oorzaak van overlasting der gerechtshoven. In de meeste gevallen, wanneer een oudje onderhoudsmiddelen vraagt aan zijne kinderen, komen dezen niet in verzet tegenover den magistraat : zij beselfen hun plicht en doen beloften, wat niet belet dat, voor de ten uitvoerlegging dezer beloften, het noodig is een uitvoerbare titel te eischen. Tot hier toe, om dezen titel te bekomen, was het noodig het geding in te stellen : voortaan zal het mogelijk zijn deze formaliteiten te vermijden ; het volstaat akte te nemen van de beloften gedaan in het proces-verbaal door den griffier opgemaakt en waaraan het voorschrift van uitvoerbaarheid zal toegevoegd worden.

Het ware verstandig dezelfde rechtspleging toe te laten in talrijke andere zaken die, dank zij deze vereenvoudiging, niet verder zouden geraken dan het Bureel voor gerechtelijken bijstand.

* * *

Onder al de nieuwe bepalingen van het ontwerp zal artikel 57 niet het minst gunstig worden onthaald. Het zal een aanzienlijke verlichting wezen voor hen die heden ten dage in het *Pro Deo* soms zware verplichtingen aantreffen.

De pleitbezorgers, de deurwaarders vooral werden zonder schaamte in beslag genomen; niet enkel moesten zij kosteloos werk leveren, doch soms ook voorschotten doen welke hun door niemand werden terugbetaald.

Artikel 57 zal daarin ten minste grootendeels voorzien. Voortaan zal de Fiscus ten behoeve van den ondersteunde het voorschot doen van de uitgaven der openbare ambtenaars, der deskundigen en der getuigen, alsmede van de andere kosten in het artikel vermeld.

Dit zal aanzienlijke uitgaven eischen van 's Rijks Schatkist, doch de wet voorziet ook de middelen om in de mate van het mogelijke de terugbetaling daarvan te verzekeren.

Blijkbaar zelfs zullen sommige voorziene, overigens billijke straffen niets van hunne doelmatigheid verliezen, indien zij naar ons voorstel eenigerwijs worden verzacht.

*
* * *

De Bijzondere Commissie stelt aan de Kamer voor, het door den Senaat overgemaakte ontwerp, mits de hier uiteengezette en in de bijlage overgenomen wijzigingen, goed te keuren. Zij is van gevoelen dat het aldus gewijzigde ontwerp beter aan de wenschen van de rechterlijke wereld zal beantwoorden en de terecht aangeklaagde misbruiken zal doen verdwijnen.

De Verslaggever,
JULES PONCELET.

De Voorzitter,
E. BRUNET.



(7)
(ANNEXE AU RAPPORT N° 119.)

Projet de loi
modifiant la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire
et la procédure gratuite.

PROJET DE LOI
et
TEXTE AMENDÉ PAR LA COMMISSION

(BIJLAGE VAN HET VERSLAG N° 119.)

Wetsontwerp
tot wijziging
der wet van 30 Juli 1889 betreffende den gerechtelijken
bijstand en de toelating om kosteloos te procederen

WETSONTWERP
en
TEKST GEWIJZIGD DOOR DE COMMISSIE

Projet transmis par le Sénat.

TITRE PREMIER

De l'assistance judiciaire
et de ceux qui y ont droit.

ARTICLE PREMIER.

L'assistance est applicable :

1° Aux litiges portés devant une juridiction quelconque, même arbitrale ou administrative, ainsi qu'aux actes relatifs à l'exécution des jugements et arrêts ;

2° En dehors de tout litige, aux actes de juridiction gracieuse, aux actes qui en sont le préliminaire nécessaire ainsi qu'aux actes qui impliquent l'intervention d'un avoué ou d'un huissier.

ART. 2.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé aux personnes de nationalité belge, lorsque leur prétention paraît juste, qu'elles ont intérêt à la faire valoir et qu'elles justifient de leur indigence.

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

EERSTE TITEL.

Gerechtelijke bijstand en
personen die daarop recht hebben.

EERSTE ARTIKEL.

Bijstand kan worden verleend :

1° Voor geschillen, aanhangig gemaakt voor een der takken der rechterlijke macht, voor scheidsmannen of voor een lichaam met administratieve rechtspraak belast, alsmede voor de handelingen in verband met de tenuitvoerlegging van vonnissen en arresten ;

2° Buiten eigenlijk rechtsgeschil, voor handelingen behorende tot de vrijwillige rechtspraak, voor de handelingen die deze noodzakelijk voorafgaan, alsmede voor de handelingen waarbij een pleitbezorger of een deurwaarder moet optreden.

ART. 2.

Het voordeel van den gerechtelijken bijstand wordt verleend aan de personen van Belgische nationaliteit, indien hun aanspraak rechtmatig voorkomt, zij er belang bij hebben die te doen gelden en zij van hun onvermogen doen blijken.

Texte proposé par la Commission.

TITRE PREMIER.

De l'assistance judiciaire
et de ceux qui y ont droit.

ARTICLE PREMIER.

Les indigents peuvent être admis à faire valoir leurs droits en justice, soit en demandant, soit en défendant, sans être astreints au paiement des droits de timbre et d'enregistrement, des frais de greffe et d'expédition et autres semblables. Dans ce cas, les avocats, avoués et huissiers désignés prêtent gratuitement leur ministère.

ARTICLE 1^{bis}.

La disposition qui précède est applicable :

1^o (Comme ci-contre.)

2^o (Comme ci-contre.)

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

TITEL I.

Gerechtelijke bijstand en personen
die daarop recht hebben.

ARTIKEL 1.

Aan de onvermogenen kan gelegenheid gegeven worden om, hetzij als eischer, hetzij als verweerder, hunne rechten voor de rechtbanken te doen gelden zonder de zegel- en registratie-rechten, de griffie- en expeditiekosten en andere dergelijke kosten te moeten betalen. In dit geval treden de aangevozen advocaten, pleitbezorgers en deurwaarders kosteloos op.

ART. 1^{bis}.

De vorige bepaling geldt :

1^o (Zooals hiernevens.)

2^o (Zooals hiernevens.)

ART. 2.

(Zooals hiernevens.)

Projet transmis par le Sénat.

ART. 3.

Le bénéfice de l'assistance peut être réclamé dans les mêmes conditions par les étrangers, conformément aux traités internationaux, et par les personnes physiques sans nationalité déterminée, dans le cas où les ressortissants de la nation à laquelle ces personnes ont appartenu le plus récemment y ont droit en vertu d'un traité.

ART. 4.

La personne ayant quelques ressources ne jouit de l'assistance qu'après avoir versé entre les mains du receveur de l'enregistrement une somme que détermine la décision qui accorde l'assistance.

TITRE II.

Des bureaux de la consultation gratuite.

ART. 3.

Il y a des bureaux de la consultation gratuite de première instance, établis au chef-lieu de chaque arrondissement judiciaire et des bureaux de la consultation gratuite d'appel, établis au siège de chaque Cour d'appel.

ART. 6.

Chaque bureau de première instance, comporte une ou plusieurs sections.

ART. 7.

Chaque section est constituée d'un

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

ART. 3.

Het voordeel van den gerechtelijken bijstand kan ook, onder dezelfde voorwaarden, gevorderd worden door vreemdelingen, overeenkomstig de internationale verdragen, en door natuurlijke personen zonder bepaalde nationaliteit, ingeval de onderdaanen der natie, waartoe die personen laatstelijk hebben behoord, krachtens een verdrag op dit voordeel recht hebben.

ART. 4.

Hij die over eenige geldmiddelen beschikt, geniet slechts het voordeel van den bijstand, nadat hij in handen van den ontvanger der registratie eene som heeft gestort te bepalen bij de beschikking waarbij gerechtelijke bijstand wordt verleend.

TITEL II.

Bureelen voor kosteloze raadpleging.

ART. 3.

Bureelen voor kosteloze raadpleging in eersten aanleg zijn gevestigd in de hoofdplaats van elk rechterlijk arrondissement, en bureelen voor kosteloze raadpleging in hooger beroep ten zetel van elk hof van beroep.

ART. 6.

Ieder bureel in eersten aanleg bestaat uit eene of meer afdelingen.

ART. 7.

Iedere afdeling bestaat uit een

Texte proposé par la Commission.

ART. 5.

Le bénéfice de l'assistance peut être réclamé dans les mêmes conditions par les étrangers, conformément aux traités internationaux, *ainsi que* par les personnes physiques sans nationalité déterminée.

ART. 4.

Les personnes qui, sans être totalement indigentes, n'ont cependant que les ressources insuffisantes pour faire face à tous les frais d'un procès, peuvent aussi bénéficier de l'assistance, mais à la condition de verser entre les mains du receveur de l'enregistrement, une somme à déterminer par la décision qui accorde l'assistance.

TITRE II

De l'organisation des bureaux d'assistance judiciaire.

ART. 5.

Il y a un bureau d'assistance judiciaire au sein de chaque tribunal de première instance, de chaque tribunal de commerce, de chaque Cour d'appel et de la Cour de cassation.

ART. 6.

En première instance, chaque bureau comporte une ou plusieurs sections.

ART. 7.

Chaque section est constituée d'un

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 5.

Het voordeel van den gerechte'lijken bijstand kan ook, onder dezelfde voorwaarden, gevorderd worden door vreemdelingen, overeenkomstig de internationale verdragen, almede door natuurlijke personen zonder bepaalde nationaliteit.

ART. 4.

Zij die, ofschoon zij niet volkomen onvermogen zijn, slechts over ontoereikende geldmiddelen beschikken om al de kosten van een proces te bestrijden, kunnen ook het voordeel van den bijstand genieten doch mits zij in handen van den ontvanger der registratie eene som storten, te bepalen bij de beschikking waarbij gerechtelijke bijstand wordt verleend.

TITEL II

Inrichting der bureelen voor gerechtelijken bijstand.

ART. 5.

Er is een bureel voor gerechtelijken bijstand gevestigd bij elke rechtbank van eersten aanleg, bij elke rechtbank van koophandel, bij elk Hof van beroep en bij het Verbrekingshof.

ART. 6.

In eersten aanleg bestaat ieder bureel uit eene of meer afdeelingen.

ART. 7.

Iedere afdeeling bestaat uit een

Projet transmis par le Sénat.

avocat, membre ou ancien membre du Conseil de l'ordre, ou, à son défaut, d'un avocat, ayant au moins quinze années d'inscription au tableau, désigné par le bâtonnier, ou, s'il n'existe pas de conseil de discipline, par le tribunal de première instance.

Dans les arrondissements où le nombre des avocats inscrits au tableau est inférieur à vingt, la section peut être constituée d'un magistrat du tribunal ou d'un avoué ayant le droit de plaider et comptant au moins quinze années de pratique du barreau.

La désignation est faite pour un an, avant le 1^{er} octobre de chaque année, et peut être renouvelée.

En cas de décès ou de démission le successeur choisi, comme il est dit ci-dessus, achève le mandat de son prédécesseur.

Il est désigné, en outre, un ou plusieurs suppléants qui remplacent les titulaires empêchés.

ART. 8.

La section siège avec l'assistance du procureur du Roi ou de l'un de ses substitués.

Les fonctions de greffier sont remplies par le greffier en chef ou un greffier du tribunal de première instance.

ART. 9.

Le bureau d'appel est composé de deux avocats, bâtonniers en exercice ou anciens bâtonniers et d'un conseiller à la Cour d'appel.

Les avocats sont désignés pour un an avant le 1^{er} octobre de chaque année, au scrutin secret et à la majo-

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

advocaat, lid of oud-lid van den raad der orde, of bij diens ontstentenis, uit een advocaat die, ten minste sedert vijftien jaar op de lijst ingeschreven, door den stafhouder, of, indien er geen tuchtraad is, door den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg wordt aangewezen.

In de arrondissementen waar geen twintig advocaten op de lijst zijn ingeschreven, kan de afdeeling bestaan uit een magistraat der rechtbank of uit een pleitbezorger die recht tot pleiten heeft en ten minste vijftien jaar praktijk bij de balie telt.

De aanwijzing geldt voor één jaar en geschiedt vóór den 1ⁿ October van ieder jaar; zij kan hernieuwd worden.

Bij overlijden of ontslag, doet de opvolger, gekozen zooals hierboven is gezegd, het mandaat uit van zijn voorganger.

Daarenboven worden één of meer plaatsvervangers aangewezen, ter vervanging van verhinderde titularissen.

ART. 8.

De afdeeling houdt zitting ten overstaan van den procureur des Konings of van een zijner substituten.

Het griffiersambt wordt waargenomen door den hoofdgriffier van, of door een griffier bij de rechtbank van eersten aanleg.

ART. 9.

Het bureel in hooger beroep bestaat uit twee advocaten, fungeerende of gewezen stafhouders, en een raadsheer in het hof van beroep.

De advocaten worden aangewezen voor één jaar, vóór den 1ⁿ October van ieder jaar, bij stemming met

Texte proposé par la Commission.

—
juge désigné par le Président du Tribunal au commencement de chaque année judiciaire. Le Président désigne en outre un ou plusieurs suppléants qui remplacent le titulaire empêché.

(La suite est à supprimer.)

ART. 8.

(Supprimer le premier alinéa.)

Les fonctions de greffier sont remplies par le greffier en chef ou un greffier du Tribunal auquel se rattache le bureau.

ART. 9.

A la Cour d'appel le bureau est constitué d'un conseiller que le Premier Président désigne au commencement de chaque année judiciaire.

En cas d'empêchement, le titulaire est remplacé par l'un des suppléants, qui sont désignés également par le

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—
rechter, door den Voorzitter der Rechtbank aangewezen bij den aanvang van elk rechterlijk jaar. De Voorzitter wijst bovendien een of meer plaatsvervangers aan, die den titularis vervangen wanneer hij verhinderd is.

(Het overige wordt weggelaten).

ART. 8.

(Lid 1 te doen wegvallen.)

Het griffiersambt wordt waargenomen door den hoofdgriffier van of een griffier bij de Rechtbank, waartoe het bureel behoort.

ART. 9.

Bij het Hof van beroep bestaat het bureel uit een raadsheer, door den Eersten Voorzitter aangewezen bij den aanvang van elk rechterlijk jaar.

De titularis, die verhinderd is, wordt vervangen door een der plaatsvervangers, welke eveneens door den Eersten

Projet transmis par le Sénat.

rité des voix, dans une assemblée des bâtonniers et anciens bâtonniers du ressort, convoquée et présidée par le bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour d'appel.

Le conseiller est désigné pour un an, avant le 1^{er} octobre de chaque année, par le premier président de la Cour d'appel.

Leurs mandats peuvent être renouvelés. En cas d'empêchement, de démission ou de décès, ils sont remplacés par des suppléants désignés chaque année de la même façon.

ART. 10.

Le bureau choisit son président parmi ses membres.

Le bureau siège avec l'assistance du procureur général, d'un avocat général ou d'un substitut du procureur général.

Les fonctions de greffier sont remplies par le greffier en chef ou un greffier à la Cour.

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

gesloten briefjes en bij meerderheid, in eene vergadering van de stafhouders en gewezen stafhouders van het rechtsgebied, bijeengeroepen en voorgezeten door den stafhouder van de orde der advocaten bij het hof van beroep.

De raadsheer wordt aangewezen voor één jaar, vóór den 1^{en} October van ieder jaar, door den eersten voorzitter van het hof van beroep.

Hunne mandaten kunnen hernieuwd worden. Bij verhindering, ontslag of overlijden worden zij vervangen door plaatsvervangers, ieder jaar op dezelfde wijze aangewezen.

ART. 10.

Het bureel kiest zijn voorzitter uit zijne leden.

Het bureel houdt zitting ten overstaan van den procureur generaal, van een advocaat generaal of van een substituit procureur generaal.

Het griffiersambt wordt waargenomen door den hoofdgriffier van, of door een griffier bij het hof.

Texte proposé par la Commission.

—
premier président.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—
voorzitter zijn aangenomen.

ART. 9bis.

Lorsque le bureau d'une Cour d'appel est saisi de l'appel d'une décision de première instance, l'un des conseillers suppléants est adjoint au titulaire pour statuer sur cet appel.

ART. 10.

(Supprimer les deux premiers alinéas.)

Les fonctions de greffier sont remplies par le greffier en chef ou un greffier de la Cour.

ART. 10bis.

A la Cour de Cassation, le bureau est constitué d'un conseiller désigné par le Premier Président au commencement de chaque année judiciaire.

Le Premier Président désigne en même temps un ou plusieurs suppléants pour le cas d'empêchement du titulaire.

ART. 9bis.

Wanneer het bureel van een Hof van beroep kennis neemt van het beroep tegen eene beschikking in eersten aanleg, wordt een van de plaatsvervangende raadsheeren aanden titularis toegevoegd om over dit beroep uitspraak te doen.

ART. 10.

(Lid 1 en lid 2 te doen wegvallen.)

Het griffiersambt wordt waargenomen door den hoofdgriffier van, of door een griffier bij het Hof.

ART. 10bis.

Bij het Verbrekingshof bestaat het bureel uit een raadsheer, door den Eersten Voorzitter aangewezen bij den aanvang van elk rechterlijk jaar.

Tevens wijst de Eerste Voorzitter een of meer plaatsvervangers aan, voor het geval dat de titularis verhinderd is.

Projet transmis par le Sénat.

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

ART. 11.

Dans les provinces de la Flandre Occidentale, de la Flandre Orientale, d'Anvers et du Limbourg, ainsi que dans l'arrondissement de Louvain, les membres des bureaux de première instance doivent connaître la langue flamande.

Dans l'arrondissement de Bruxelles, la même connaissance est exigée des membres de la moitié des sections du bureau de première instance.

Dans les bureaux d'appel, le membre conseiller à la Cour d'appel et l'officier du ministère public doivent connaître la langue flamande.

TITRE III.**De la compétence.****ART. 12.**

Le bénéfice de l'assistance est accordé par le bureau de première instance de l'arrondissement où le requérant a sa résidence, si le requérant n'a pas sa résidence en Belgique, le bureau compétent est celui de l'arrondissement où l'assistance devrait être drestée.

ART. 11.

In de provinciën West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Antwerpen en Limburg, evenals in het arrondissement Leuven, moeten de leden van de bureelen in eersten aanleg de Vlaamsche taal machtig zijn.

In het arrondissement Brussel is dit ook vereischt voor de leden van de helft der afdeelingen van het bureel in eersten aanleg.

In de bureelen in hooger beroep, moeten het lid, raadsheer in het hof van beroep, en de ambtenaar van het openbaar ministerie de Vlaamsche taal machtig zijn.

TITEL III.**Bevoegdheid.****ART. 12.**

Het voordeel van den gerechtelijken bijstand wordt verleend door het bureel van eersten aanleg in het arrondissement waar de verzoeker zijne verblijfplaats heeft. Heeft de verzoeker zijne verblijfplaats in België niet, dan is het bureel van dat arrondissement bevoegd, waar de bijstand zou dienen bewezen.

Texte proposé par la Commission.

ART. 10ter.

Les fonctions de greffier sont remplies par le Greffier en chef ou par un greffier de la Cour.

ART. 10quater.

Lorsque le bureau de la Cour de Cassation est saisi d'un pourvoi contre une décision accordant ou refusant le Pro Deo, il est composé de trois conseillers désignés par le Premier Président.

ART. 11.

Dans les provinces de la Flandre Occidentale, de la Flandre Orientale, d'Anvers ou du Limbourg, ainsi que dans l'arrondissement de Louvain, les membres des bureaux, en première instance, doivent connaître la langue flamande.

Dans l'arrondissement de Bruxelles, la même connaissance est exigée des membres de la moitié des sections des bureaux de première instance.

Dans les bureaux d'appel, le conseiller doit connaître les deux langues.

TITRE III.

De la compétence.

ART. 12.

Le bénéfice de l'assistance est accordé par le bureau du lieu où l'assistance doit être prestée.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 10ter.

Het griffiersambt wordt waargenomen door den hoofdgriffier van, of door een griffier bij het Hof.

ART. 10quater.

Wanneer het bureel van het Verbrekingshof kennis neemt van eene voorziening tegen eene beslissing, waarbij het Pro Deo verleend of geweigerd wordt, bestaat het uit drie raadsheeren aangewezen door den eersten voorzitter.

ART. 11.

In de provinciën West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Antwerpen en Limburg, evenals als het arrondissement Leuven, moeten de leden van de bureelen in eersten aanleg de Vlaamsche taal machtig zijn.

In het arrondissement Brussel is dit ook vereischt voor de leden van de helft der afdeelingen van het bureel in eersten aanleg.

In de bureelen in hooger beroep moet de raadsheer de beide talen machtig zijn.

TITEL III.

Bevoegdheid.

ART. 12.

Het voordeel van den bijstand wordt verleend door het bureel der plaats waar de bijstand moet verstrekt worden.

Projet transmis par le Sénat.

ART. 13.

Devant la justice de paix, lorsque le requérant ne sollicite pas la désignation d'un avocat, le bénéfice de l'assistance peut être accordé par le juge de paix, sous les conditions de l'article 2 et sans procédure.

ART. 14.

En matière répressive, sans préjudice à l'application de l'article 294 du Code d'instruction criminelle et des dispositions qui régissent la désignation des défenseurs devant les juridictions militaires, le bureau de première instance, sur requête verbale ou écrite et sans autre procédure, accorde au prévenu indigent, même étranger, à la partie civile et à la partie civilement responsable, le bénéfice de l'assistance judiciaire.

ART. 15.

Dans les cas urgents, le bureau de première instance peut, dans les conditions établies par l'article 2 et sur simple requête verbale ou écrite, accorder le bénéfice de l'assistance pour les actes et devoirs qu'il détermine.

ART. 16.

Si, devant le bureau, la partie adverse justifie de son indigence, elle peut être admise au bénéfice de la procédure gratuite pour sa défense et ses demandes reconventionnelles.

ART. 17.

Les décisions des bureaux de première instance ne sont pas susceptibles d'opposition; elles ne peuvent être frappées d'appel que par le procureur général près la Cour d'appel. L'appel est porté devant le bureau d'appel in-

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

ART. 13.

Voor het vredegerecht, bijaldien de verzoeker niet om de aanstelling van een advocaat vraagt, kan het voordeel van den bijstand, onder de bij artikel 2 voorziene voorwaarden en zonder rechtspleging door den vrederechter worden verleend.

ART. 14.

In strafzaken, onverminderd de toepassing van artikel 294 van het Wetboek van strafvordering en van de bepalingen betreffende de aanwijzing van verdedigers voor de militaire rechtslichamen, verleent het bureel in eersten aanleg, op mondeling of schriftelijk verzoek en zonder verdere rechtspleging aan den behoeftigen beklaagde, zelfs indien hij vreemdeling is, aan de burgerlijke partij en aan de burgerlijke aansprakelijke partij, het voordeel van den gerechtelijken bijstand.

ART. 15.

In spoedeisende gevallen kan het bureel in eersten aanleg, onder de bij artikel 2 voorziene voorwaarden en op eenvoudig mondeling of schriftelijk verzoek, het voordeel van den bijstand verleenen voor de handelingen en bemoeiingen, welke het nader bepaalt.

ART. 16.

Indien de wederpartij bij het bureel van haar onvermogen doet blijken, kan haar, voor hare verdediging en hare aanvragen tot reconventie, vergunning worden verleend om kosteloos te procedeeren.

ART. 17.

De beschikkingen van de bureelen in eersten aanleg zijn niet vatbaar voor verzet; hooger beroep van deze beschikkingen staat alleen den procureur generaal bij het hof van beroep open. Het beroep wordt gebracht voor

Texte proposé par la Commission.

ART. 13.

Devant la justice de paix, le bénéfice de l'assistance *est accordé* par le juge de paix, sous les conditions de l'article 2 et sans procédure.

ART. 14.

En matière répressive, sans préjudice à l'application de l'article 294 du Code d'instruction criminelle et des dispositions qui régissent la désignation des défenseurs devant les juridictions militaires, le bureau de première instance, sur requête verbale ou écrite et sans autre procédure, accorde au prévenu indigent, même étranger et à la partie civilement responsable, le bénéfice de l'assistance judiciaire.

La partie civile peut demander le même bénéfice en s'adressant au juge saisi de la poursuite.

ART. 15.

Dans les cas urgents, le juge saisi de l'affaire peut, ...
(La suite comme ci-contre.)

ART. 16.

(Comme ci-contre.)

Si le Pro Deo est demandé par le défendeur après l'intentement du procès, il est statué par la juridiction saisie, qui pourra, si elle le juge convenable, demander rapport au bureau.

ART. 17.

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 13.

Voor het vrederecht *wordt* het voordeel van den bijstand door den vrederechter *verleend* onder de bij artikel 2 voorziene voorwaarden en zonder rechtspleging.

ART. 14.

In strafzaken onverminderd de toepassing van artikel 294 van het Wetboek van strafvordering en van de bepalingen betreffende de aanwijzing van verdedigers voor de militaire rechtslichamen, verleent het bureau in eersten aanleg op mondeling of schriftelijk verzoek en zonder verdere rechtspleging, aan den behoeftigen beklaagde, zelfs indien hij vreemdeling is, aan de burgerlijke partij en aan de burgerlijke aansprakelijke partij, het voordeel van den gerechtelijken bijstand.

De burgerlijke partij kan hetzelfde voordeel vorderen, mits zij zich wendt tot den rechter die kennis neemt van de vervolging.

ART. 15.

In spoedeisende gevallen kan de rechter, die kennis neemt van de zaak, ... (het overige zooals hiernevens).

ART. 16.

(Zooals hiernevens.)

Indien het Pro Deo door den verweerder wordt gevorderd na de instelling van het proces, wordt er uitspraak gedaan door het rechtscollege dat daarvan kennis neemt; dit college kan, zoo het zulks geraden acht, verslag aanvragen aan het bureau.

ART. 17.

(Zooals hiernevens.)

Projet transmis par le Sénat.

stitué au siège de la Cour d'appel du ressort.

Le procureur général près la Cour d'appel peut déférer à la Cour de cassation, uniquement pour contravention expresse à la loi, les décisions du bureau d'appel.

Les décisions rendues par le juge de paix ou par le bureau en matière répressive ou dans les cas urgents ne sont susceptibles d'aucun recours.

TITRE IV

De la procédure.

ART. 18.

Les diverses sections d'un bureau de première instance se répartissent les affaires suivant un règlement arrêté par le bâtonnier, ou, à défaut de celui-ci, par le président du tribunal de première instance.

ART. 19.

Devant les bureaux de première instance, l'instruction se fait comme il suit :

Le demandeur comparait en personne ou, avec l'autorisation du bureau, par mandataire spécial, produit les pièces indiquées par les articles 34 et 35 et présente verbalement sa requête dont il est pris note sommairement par le greffier.

Le bureau, à moins qu'il n'estime que la requête doive être immédiatement rejetée, fixe le jour où le demandeur est tenu de se représenter en personne ou par mandataire spécial agréé par le bureau et où le défendeur est invité à comparaître en personne ou par mandataire spécial agréé par le

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

het bureel in hooger beroep, gevestigd ten zetel van het hof van beroep van het rechtsgebied.

De procureur generaal bij het hof van beroep kan de schikkingen van het bureel in hooger beroep aan de kennisneming van het hof van cassatie opdragen, doch uitsluitend wegens uitdrukkelijke schennis der wet.

De beschikkingen, door den vrede-rechter of door het bureel in strafzaken of in spoedeisende gevallen verleend, kunnen door geen rechtsmiddel bestreden worden.

TITEL IV.

Rechtspleging.

ART. 18.

De verschillende afdelingen van een bureel in eersten aanleg verdeelen de zaken onder elkaar volgens eene door den stafhouder, of bij diens ontstentenis, door den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg te bepalen regeling.

ART. 19.

Voor de bureelen in eersten aanleg wordt de zaak behandeld als volgt :

De verzoeker verschijnt in persoon of, mits hiertoe gemachtigd te zijn door het bureel, bij bijzonderen lasthebber, legt de bij de art. 34 en 35 aangeduide stukken over en zet mondeling zijn verzoek uiteen waarvan de griffier summierlijk nota neemt.

Tenzij het meene het verzoek onmiddellijk te moeten afwijzen, bepaalt het bureel den dag waarop de verzoeker zich in persoon of bij een door het bureel toegelaten bijzonderen lasthebber opnieuw moet aanmelden en waarop de verweerder wordt uitgenoodigd, hetzij in persoon, hetzij bij

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

TITRE IV.

De la procédure.

ART. 18.

Les diverses sections d'un bureau de première instance se répartissent les affaires suivant un règlement arrêté par le Président du Tribunal.

ART. 19.

Devant les bureaux de première instance, l'instruction se fait comme il suit :

Le demandeur s'adresse, par requête en double signée par lui ou son mandataire, au bureau compétent : il peut, s'il le préfère, s'adresser verbalement au bureau : en ce cas le greffier doit rédiger en double une note sommaire exposant l'objet de la requête. Dans l'un et l'autre cas, le demandeur joint à sa demande les pièces exigées par l'article 34.

Le bureau, à moins qu'il n'estime que la requête doive être immédiatement rejetée, fixe, par *appointement mis au bas de chacun des doubles de la requête ou de la note prise par le greffier*, le jour où le demandeur est tenu de se présenter en personne ou par mandataire spécial agréé par le bureau

TITEL IV.

Rechtspleging.

ART. 18.

De verschillende afdelingen van een bureel in eersten aanleg verdeelen de zaken onder elkaar volgens eene door den voorzitter der rechtbank te bepalen regeling.

ART. 19.

Voor de bureelen in eersten aanleg wordt de zaak behandeld als volgt :

De verzoeker wendt zich tot het bevoegd bureel bij verzoekschrift in dubbel afschrift, onderteekend door hem of door zijn lasthebber ; hij kan, zoo hij zulks verkiest, zich mondeling wenden tot het bureel ; in dit geval moet de griffier eene korthoudige nota tot uiteenzetting der gronden van het verzoek in dubbel opmaken. In het een en het ander geval voegt de verzoeker bij zijn verzoek de bij artikel 34 vereischte stukken.

Tenzij het meent het verzoek onmiddellijk te moeten afwijzen, bepaalt het bureel, bij uitspraak vermeld het bureel, bij uitspraak vermeld onderaan elk dubbel van het verzoekschrift of van de nota genomen door den griffier, den dag, waarop de verzoeker zich in persoon of bij een door het bureel toegelaten bijzonderen

Projet transmis par le Sénat.

bureau. Les deux parties peuvent se faire assister par un avocat.

L'invitation est transmise sous pli recommandé à la poste par le greffier et indique les nom, prénoms, profession et domicile du demandeur et sommairement l'objet de la demande.

Après avoir entendu les parties, et essayé de les concilier, le bureau, en cas de non-conciliation, statue immédiatement ou renvoie l'affaire au procureur du Roi pour information. Dans ce dernier cas, il fixe le jour où il lui sera rendu compte de l'information du procureur du Roi.

Au jour fixé, le bureau statue après avoir entendu à nouveau le procureur du Roi et les parties.

Il peut, en tout état de la procédure, désigner un avocat pour entendre le requérant et faire rapport en présence des parties.

ART. 20.

Devant le bureau d'appel, les parties comparaissent en personne ou par mandataire spécial agréé par le bureau; elles pourront être assistées de leurs avocats.

Le bureau peut renvoyer l'affaire au procureur général, pour information.

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

een door het bureel toegelaten bijzonderen lasthebber te verschijnen. Beide partijen mogen zich door een advocaat laten bijstaan.

De oproeping, door den griffier bij een ter post aangeteekend schrijven toegezonden, vermeldt naam, voornamen, beroep en woonplaats van den verzoeker en geeft ook in het kort de gronden der vordering op.

Na partijen te hebben gehoord, en te hebben getracht hen te verzoenen, doet het bureel, in geval van niet verzoening, onmiddellijk uitspraak, of verwijst de zaak voor het inwinnen van inlichtingen naar den procureur des Konings. In dit laatste geval, bepaalt het den dag waarop verslag zal uitgebracht worden over de door den procureur des Konings ingewonnen inlichtingen.

Op den gestelden dag beschikt het bureel na opnieuw den procureur des Konings en de partijen te hebben gehoord.

Hangende de rechtspleging, kan het bureel steeds een advocaat aanwijzen om den verzoeker te hooren en in het bijzijn van partijen verslag uit te brengen.

ART. 20.

Voor het bureel in hooger beroep verschijnen partijen in persoon of bij een door het bureel toegelaten bijzonderen lasthebber; zij kunnen door hunne advocaten worden bijgestaan.

Het bureel kan de zaak voor het inwinnen van inlichtingen naar den procureur generaal verwijzen.

Texte proposé par la Commission.

et où le défendeur est invité à comparaître en personne ou par mandataire spécial agréé par le bureau. Les deux parties peuvent se faire assister par un avocat.

L'invitation est transmise sous pli recommandé à la poste par le greffier *qui y joint un double de la demande ou de la note rédigée lors de la comparution.*

Après avoir entendu les parties et essayé de les concilier, le bureau, en cas de non conciliation, statue immédiatement ou renvoie l'affaire à *une autre audience* pour information.

Il peut, pour cette information s'adresser au Procureur du Roi et lui demander rapport.

Au jour fixé, *il* statue après avoir entendu à nouveau *les parties*.

(L'alinéa final est supprimé)

ART. 20.

La même procédure est suivie devant le bureau de la Cour d'appel.

Le bureau peut renvoyer la demande au Procureur Général pour information.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

lasthebber opnieuw moet aanmelden en waarop de verweerder wordt uitgenoodigd, hetzij in persoon, hetzij bij een door het bureel toegelaten bijzonderen lasthebber te verschijnen. Beide partijen mogen zich door een advocaat laten bijstaan.

De oproeping wordt bij een ter post aangeteekend schrijven toegezonden door den griffier, *die een dubbel van het verzoek of van de bij de verschijning opgemaakte nota daarbij voegt.*

Na partijen te hebben gehoord en te hebben getracht hen te verzoenen, doet het bureel, in geval van niet verzoening, onmiddellijk uitspraak of verwijst de zaak voor het inwinnen van inlichtingen *naar eene andere terechtzitting.*

Voor dit inwinnen kan het zich wenden tot den procureur des Konings en hem verslag vragen.

Op den gestelden dag doet *het* uitspraak na opnieuw *partijen* te hebben gehoord.

(De slotlinea wordt weggelaten.)

ART. 20.

Voor het bureel bij het Hof van beroep wordt dezelfde rechtspleging gevolgd.

Het bureel kan *het verzoek* voor het inwinnen van inlichtingen verwijzen naar den procureur-generaal.

Projet transmis par le Sénat.

ART. 21.

Le bureau de première instance et le bureau d'appel, celui-ci à la majorité des voix, statuent sur les réquisitions du ministère public, parties entendues ou appelées, comme il est ci-après.

L'instruction se fait à huis clos.

ART. 22.

Le bénéfice de l'assistance n'est accordé pour la procédure devant la Cour de cassation en matière civile qu'après que le bureau saisi de la demande aura obtenu une consultation d'un avocat à la Cour de cassation désigné par le bâtonnier de son ordre.

ART. 25.

Les décisions, motivées, sont inscrites dans un registre par le greffier. Elles sont signées par le membre du bureau désigné suivant l'article 7 ou par le président du bureau d'appel et par le greffier. Celui-ci en délivre gratuitement expédition aux parties et au ministère public. L'expédition comprend les mentions suivantes : 1° l'objet du litige suivant la requête et suivant les annotations tenues en vertu de l'article 19, § 2; 2° le défaut de conciliation des parties ou le non-comparution de la partie défenderesse; 3° les motifs de la décision; 4° le dispositif de la décision; 5° la formule exécutoire. Dans le cas du rejet de la

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

ART. 21.

Het bureel in eersten aanleg en het bureel in hooger beroep beschikken, het laatstgenoemde bij meerderheid van stemmen, over de vorderingen van het openbaar ministerie, de partijen gehoord of opgeroepen, zooals verder wordt bepaald.

De behandeling geschiedt met gesloten deuren.

ART. 22.

Voor de rechtspleging voor het Hof van cassatie in burgerlijke zaken, wordt het voordeel van den bijstand eerst verleend, nadat het bureel, waarbij de aanvraag werd ingediend, van raad zal zijn gediend door een advocaat bij het Hof van cassatie, aangewezen door den stafhouder van zijne orde.

ART. 25.

De met redenen omkleede beschikkingen worden door den griffier in een register ingeschreven. Zij worden ondertekend door het lid van het bureel, aangewezen, overeenkomstig artikel 7, of door den voorzitter van het bureel in hooger beroep, en door den griffier. Deze levert, van ambtswege en kosteloos, eene uitgifte daarvan af aan partijen en aan het openbaar ministerie. De uitgifte vermeldt : 1° de gronden van het geschil volgens het verzoekschrift en volgens de nota's genomen krachtens artikel 19, § 2; 2° de niet-verzoening van partijen of de niet-verschijning der verwerende partij; 3° de overwegingen der beslis-

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie

ART. 21.

Le bureau de première instance et le bureau d'appel statuent, parties entendues ou appelées, comme il est dit ci-après.

Pour réformer une décision du bureau de première instance, le bureau d'appel doit statuer à l'unanimité.

L'instruction se fait à huis clos.

ART. 22.

(Comme ci-contre.)

ART. 23.

Les décisions motivées sont inscrites à la suite de la première ordonnance sur l'un des doubles de la requête ou de la note prise par le greffier. Elles sont signées par le magistrat qui les a rendues et le greffier.

Elles sont exécutoires sur minute, mais les intéressés peuvent, s'ils le demandent, obtenir gratuitement l'expédition qui comprendra la formule exécutoire.

ART. 21.

Het bureau in eersten aanleg en het bureau in hooger beroep beschikken, de partijen gehoord of opgeroepen, zooals verder wordt bepaald.

Om eene beschikking van het bureau in eersten aanleg te hervormen, moet het bureau in hooger beroep eenparig uitspraak doen.

De behandeling geschiedt met gesloten deuren.

ART. 22.

(Zooals hiernevens.)

ART. 23.

De met redenen omkleede beschikkingen worden ingeschreven na het eerste bevelschrift op een der dubbels van het verzoekschrift of van de nota genomen door den griffier. Zij worden onderteekend door den magistraat, die ze heeft uitgesproken, en door den griffier.

Zij zijn uitvoerbaar op de minuut; de belanghebbenden kunnen echter, zoo zij zulks aanvragen, de expeditie, die de uitvoerbaarverklaring moet bevatten, kosteloos bekomen.

Projet transmis par le Sénat.

demande, l'expédition comprendra ces trois dernières mentions.

ART. 24.

La décision accordant l'assistance sous la réserve exprimée à l'article 4 est dénoncée par le greffier du bureau au receveur de l'enregistrement qui, de son côté, doit prévenir le greffier dès que la consignation est faite.

Cette consignation est mentionnée sur la minute de la décision et c'est seulement après que cette formalité est accomplie que l'expédit on peut être délivrée à l'assisté.

ART. 25.

Toute décision qui accorde l'assistance désigne les avocats et les officiers publics ou ministériels qui auront à prêter leur ministère.

ART. 26.

Au début de chaque année judiciaire, les chambres de discipline des notaires, des avoués et des huissiers du ressort dressent une liste pour régler la répartition des affaires entre les notaires, les avoués et les huissiers et la transmettent aux bureaux de première instance et d'appel.

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

sing; 4^o de beslissing zelve; 5^o het formulier van tenuitvoerlegging. Wordt het verzoek afgewezen, dan vermeldt de uitgifte deze laatste drie zaken.

ART. 24.

De beschikking, waarbij bijstand wordt verleend onder het bij artikel 4 gemaakte voorbehoud, wordt door den griffier van het bureel medegedeeld aan den ontvanger der registratie, die zijnerzijds den griffier moet verwittigen zoodra de bewaarstelling heeft plaats gehad.

Van deze bewaarstelling wordt melding gemaakt op de minuut van de beschikking, en eerst nadat aan deze formaliteit is voldaan, mag aan den persoon, die bijstand verkrijgt, de uitgifte worden ter hand gesteld.

ART. 25.

Elke beschikking waarbij bijstand wordt verleend, wijst de advocaten en de openbare of ministerieele ambtenaren aan, die hunne ambtshulp hebben te verleen.

ART. 26.

Bij den aanvang van ieder gerechtelijk jaar, maken de tuchtkamers van notarissen, van pleitbezorgers en van deurwaarders van het rechtsgebied eene lijst op tot regeling van de verdeling der zaken onder de notarissen, de pleitbezorgers en de deurwaarders en zenden deze lijst aan de bureelen in eersten aanleg en in hooger beroep.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 24.

(Comme ci-contre.)

Cette consignation est mentionnée sur la minute de la décision.

ART. 25.

Toute décision qui accorde l'assistance désigne les officiers publics ou ministériels qui auront à prêter leur ministère. *Il n'est rien innové en ce qui concerne la désignation de l'avocat. Celle-ci continuera à se faire conformément aux articles 6 et 14 de la loi du 30 juillet 1889.*

ART. 26.

(Comme ci-contre.)

ART. 26bis.

Les dossiers relatifs aux demandes d'assistance judiciaire peuvent être soumis à l'examen d'un délégué de la chambre des avoués et d'un délégué de la chambre des huissiers, qui pourront

ART. 24.

Zooals hiernevens.

Van deze bewaarstelling wordt melding gemaakt op de minuut van de beschikking.

ART. 25.

Elke beschikking, waarbij bijstand wordt verleend wijst de openbare of ministerieele ambtenaren aan die hunne ambtshulp hebben te verleen. *Er is niets veranderd wat betreft de aanwijzing van den advocaat. Deze geschiedt, evenals vroeger, overeenkomstig de artikelen 6 en 14 der wet van 30 Juli 1889.*

ART. 26.

Zooals hiernevens

ART. 26bis.

De dossiers betreffende de aanvragen tot gerechtelijken bijstand kunnen aan een afgevaardigde van de kamer der pleitbezorgers en van een afgevaardigde van de kamer der deurwaarders worden

Projet transmis par le Sénat.

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

ART. 27.

L'appel contre les décisions des bureaux de première instance doit être formé par le procureur général près la Cour d'appel, dans le mois du prononcé, par acte notifié aux parties, motivé et contenant assignation à comparaître à jour fixe devant le bureau d'appel.

La notification se fera comme en matière répressive.

ART. 28.

Le pourvoi en cassation du procureur général près la Cour d'appel contre les décisions du bureau d'appel est formé par déclaration reçue au greffe du bureau, dans les dix jours du prononcé, motivé et notifié aux parties, dans les dix jours de sa date, le tout à peine de nullité.

La notification se fera comme en matière répressive, avec assignation à comparaître à jour fixe devant la Cour de cassation.

ART. 29.

Devant la Cour de cassation, la procédure est la même que pour les pourvois contre les arrêts et jugements en matière répressive.

ART. 30.

Toute décision en matière d'assistance judiciaire est, de plein droit, exécutoire nonobstant tout recours.

ART. 27.

Hooger beroep van de beschikkingen der bureelen in eersten aanleg moet door den procureur generaal bij het hof van beroep worden ingesteld binnen de maand der uitspraak, bij eene aan partijen te beteekenen, met redenen omkleede akte, houdende aanzegging om op gestelden dag voor het bureel in hooger beroep te verschijnen.

De beteekening geschiedt zooals in strafzaken.

ART. 28.

Voorziening in cassatie van wege den procureur generaal bij het hof van beroep tegen beschikkingen van het bureel in hooger beroep geschiedt bij eene ter griffie van het bureel binnen tien dagen na de uitspraak ontvangen verklaring en wordt, met redenen omkleed, binnen tien dagen na de dagteekening er van, aan partijen betee-kend, een en ander op straffe van nietigheid.

De beteekening geschiedt zooals in strafzaken, met dagvaarding om op gestelden dag voor het Hof van cassatie te verschijnen.

ART. 29.

In het Hof van cassatie is de rechtspleging dezelfde als bij hooger beroep van arresten en vonnissen in strafzaken.

ART. 30.

Elke beschikking ter zake van gerechtelijken bijstand is van rechtswege, niettegenstaande elk rechtsmiddel, uitvoerbaar.

Texte proposé par la Commission.

—
*y joindre une note, mais sans qu'il
puisse résulter de cette communication
aucun retard dans l'examen des affaires.*

ART. 27.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

ART. 28.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

ART. 29.

(Comme ci-contre.)

ART. 30.

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—
*medegedeeld tot onderzoek; dezen kunnen
er eene nota bijvoegen. Die mededeeling
mag echter nikt tot eenige vertraging
in het onderzoek der zaken aanleiding
geven*

ART. 27.

Zooals hiernevens.

(Zooals hiernevens.)

ART. 28.

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 29.

(Zooals hiernevens.)

ART. 30.

(Zooals hiernevens.)

Projet transmis par le Sénat.

ART. 31.

Si une affaire de pension alimentaire est portée au bureau de première instance ou d'appel et qu'après vérification de l'indigence du demandeur le bureau concilie les parties, il dresse, de cet arrangement, un acte qui est signé par elles ou qui constate qu'elles ne peuvent signer.

Cet acte est conservé au greffe.

Lorsque les débiteurs de la pension restent en défaut de l'acquitter, cet acte peut, à la requête du créancier, être rendu exécutoire dans les formes des articles 1020 et 1021 du Code de procédure civile et cette exécution se poursuit avec le bénéfice de l'assistance.

ART. 32.

Si les intéressés ou l'un d'eux ne comprend pas la langue dont il est fait usage devant le bureau de la consultation gratuite de première instance ou d'appel, l'emploi d'un interprète est obligatoire dans toutes les parties du pays. Les frais restent à charge de l'État.

ART. 33.

Sont exemptés du timbre, de la formalité de l'enregistrement et des droits de greffe, tous les actes et écritures relatifs à la demande d'assistance judiciaire jusques et y compris l'expédition de la décision et l'acte de transaction visé à l'article 31.

Peuvent être produits sans être timbrés ni enregistrés tous les actes et

Ontwerp overgemaakt door den Senaat

ART. 31.

Indien eene zaak van uitkeering tot onderhoud voor het bureel in eersten aanleg of in hooger beroep wordt aangebracht en, nadat van de echtheid van des verzoekers onvermogen is gebleken, het bureel bij wege van minnelijke schikking partijen verzoent, maakt het daarvan een akte op, welke door partijen wordt ondertekend of waarbij vastgesteld wordt dat deze niet kunnen teekenen.

Deze akte wordt ter griffie bewaard.

Wanneer zij, die de uitkeering verschuldigd zijn, in gebreke blijven ze te vereffenen, kan deze akte, op aanzoek van den schuldeischer, uitvoerbaar worden gesteld op de wijze voorzien bij de artikelen 1020 en 1021 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, en deze tenuitvoering wordt vervolgd onder vergunning van gerechtelijken bijstand.

ART. 32.

Indien de betrokken personen of één onder hen de taal, welke voor het bureel voor kosteloze rechtspleging in eersten aanleg of in hooger beroep gebruikt wordt, niet verstaat, is in welk deel van het Rijk ook, de aanstelling van een tolk vereischt. De kosten komen ten laste van den Staat.

ART. 33.

Zijn vrij van zegel en van griffierechten en ontslagen van de formaliteit der registratie, al de akten en geschriften betreffende een verzoek om gerechtelijken bijstand, tot en met de uitgifte van de beschikking en de bij artikel 31 voorziene akte van minnelijke schikking.

Kunnen overgelegd worden zonder met het zegel bekleed of geregistreerd

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 31.

ART. 31.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 32.

ART. 32.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 33.

ART. 33.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet transmis par le Sénat.

écritures tendant à justifier ou à constater la demande d'assistance.

TITRE V.

De la justification de l'indigence

ART. 34.

Dans tous les cas, y compris ceux prévus aux articles 13, 14, 15 et 16, le requérant doit présenter au bureau sa carte d'identité et fournir :

1° Un extrait, certifié exact, de la plus récente déclaration relative aux impôts sur les revenus souscrite par l'intéressé ou par le chef du ménage auquel il appartient et indiquant, par catégorie, les divers revenus déclarés à la supertaxe;

2° Une déclaration par lui affirmée devant le commissaire de police de la commune qu'il habite, ou à défaut de commissaire de police, devant le bourgmestre, indiquant dans le détail les modifications qui se sont produites dans ses moyens d'existence depuis le dépôt de la déclaration reprise sous le n° 1.

Celui qui a reçu cette déclaration atteste qu'elle lui paraît conforme à la vérité ou qu'elle lui paraît contenir des inexactitudes et consigne le résultat des vérifications qu'il aura dû faire à cet égard.

ART. 35.

Le requérant résidant à l'étranger fait parvenir sa demande au bureau,

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

te zijn, alle akten en geschriften tot staving of betwisting van een verzoek om gerechtelijken bijstand.

TITEL V.

Bewijs van onvermogen.

ART. 34.

In elk geval, met inbegrip van die voorzien bij de artikelen 13, 14, 15 en 16, moet de verzoeker aan het bureau zijn identiteitskaart vertoonen en daarenboven de volgende stukken overleggen :

1° een echt verklaard uittreksel uit de jongste aangifte betreffende de belastingen op het inkomen, ongeteekend door den betrokken persoon of door het hoofd van het gezin tot hetwelk hij behoort, daarbij per categorie de verschillende inkomsten vermeldende welke voor de supertaxe werden aangegeven.

2° eene verklaring, door hem bevestigd voor den commissaris van politie van de gemeente waar hij woont, of bij ontstentenis van commissaris van politie, voor den burgemeester, waarbij omstandig de wijzigingen worden uiteengezet welke zijne bestaansmiddelen hebben ondergaan sedert de nederlegging van de onder 1° bedoelde aangifte.

Hij die deze verklaring heeft afgenomen, betuigt dat zij hem waarachtig voorkomt of dat zij, naar zijne meening onjuistheden bevat, en hij teekent den uitslag op der nasporingen welke hij te dien opzichte heeft moeten doen.

ART. 35.

De verzoeker, die in het buitenland verblijft houdt, richt zijne aanvraag

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

TITRE V.

De la justification de l'indigence.

ART. 54.

Le bureau ou le juge saisi d'une demande d'assistance judiciaire peuvent exiger du requérant :

1^o *une pièce établissant son identité ;*

2^o *Un extrait, certifié exact, de la plus récente déclaration relative aux impôts sur les revenus souscrite par l'intéressé ou par le chef du ménage auquel il appartient et indiquant, par catégorie, les divers revenus déclarés à la supertaxe ;*

3^o *Une déclaration pour lui affirmée devant le commissaire de police de la commune qu'il habite ou, à défaut de commissaire de police, devant le bourgmestre, indiquant dans le détail les modifications qui se sont produites dans ses moyens d'existence depuis le dépôt de la déclaration reprise sous le n^o 1.*

Celui qui a reçu cette déclaration atteste qu'elle lui paraît conforme à la vérité ou qu'elle lui paraît contenir des inexactitudes et consigne le résultat des vérifications qu'il aura dû faire à cet égard.

Au cas où pour une raison plausible, le requérant ne pourrait produire l'extrait indiqué au n^o 1, le bureau indiquera lui-même les pièces qui devront être produites.

ART. 55.

Le requérant résidant à l'étranger fait parvenir sa demande en double au

TITEL V.

Bewijs van onvermogen.

ART. 54.

Het bureau of de rechter, waarbij eene aanraag tot gerechtelijken bijstand is ingediend, kunnen van den verzoeker eischen :

1^o *een stuk tot bevestiging zijner identiteit ;*

2^o *een echt verklaard uittreksel uit de jongste aangifte betreffende de belastingen op het inkomen, onder teekend door den betrokken persoon of door het hoofd van het gezin tot hetwelk hij behoort, daarbij per categorie de verschillende inkomsten vermeldende welke voor de supertaxe werden aangegeven ;*

3^o *eene verklaring, door hem bevestigd voor den commissaris van politie van de gemeente waar hij woont, of bij ontstentenis van commissaris van politie, voor den burgemeester, waarbij omstandig de wijzigingen worden uiteengezet welke zijne bestaansmiddelen hebben ondergaan sedert de nederlegging van de onder 1^o bedoelde aangifte.*

Hij die deze verklaring heeft afgenomen, betuigt dat zij hem waarachtig voorkomt of dat zij, naar zijne meening, onjuistheden bevat, en hij teekent den uitslag op der nasporingen welke hij te dien opzichte heeft moeten doen.

Mocht de verzoeker het bij n^o 2^o bedoeld uittreksel om eene aannemelijke reden niet kunnen voorleggen, dan wijst het bureau zelf aan welke stukken moeten voorgelegd worden.

ART. 55.

De verzoeker, die in het buitenland verblijft houdt, richt zijne aanvraag

Projet transmis par le Sénat.

par écrit, en joignant les documents justificatifs de son indigence, tels qu'ils sont exigés par les lois du pays où il réside.

Si, dans ce pays aucune loi ne règle la matière, il joint à sa demande une déclaration affirmée devant l'agent consulaire belge du lieu de sa résidence; cette déclaration contient l'indication de la résidence du requérant et l'énumération détaillée de ses moyens d'existence et de ses charges.

TITRE VI.

Des effets de l'octroi de l'assistance.

ART. 36.

Sont liquidés en débet, les droits de timbre, d'enregistrement et de greffe applicables à tous les actes faits à la requête de la personne qui a obtenu l'assistance, y compris les pièces invoquées par elle à l'appui de sa prétention et les actes d'exécution du jugement. L'original des exploits d'huissier est, lors de son enregistrement, visé pour timbre. Il mentionne le nombre de feuilles et le droit pour les copies. Celles-ci sont dispensées de la relation du visa, si le papier a les mêmes dimensions que celui de l'original.

Il doit être fait mention de l'admission à l'assistance dans tous les exploits, expéditions et autres actes ou pièces qui sont faits ou délivrés avec le bénéfice de l'assistance.

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

schriftelijk tot het bureel en voegt er de stukken aan toe waaruit zijn onvermogen blijkt, zooals zij vereischt worden door de wetten van het land waar hij verblijft houdt.

Indien de zaak in dat land door geen wet is geregeld, voegt hij bij zijn verzoek eene verklaring, bevestigd voor den Belgischen consulairen agent ter plaatse waar hij verblijft houdt; in deze verklaring wordt de verblijfplaats van den verzoeker vermeld met eene omstandige opgave van zijne bestaansmiddelen en lasten.

TITEL VI.

Gevolgen van de vergunning van gerechtelijken bijstand.

ART. 36.

De zegel-, registratie-, en griffierechten, toepasselijk op al de akten opgemaakt op verzoek van den persoon die gerechtelijken bijstand geniet, met inbegrip van de stukken waarop hij zich tot staving van zijne aanspraak beroept en de akten tot tenuitvoerlegging van het vonnis, worden in debet vereffend. Het origineel der deurwaardersexploiten wordt, bij de registratie er van, voor zegel geviséerd. Daarin worden aangeduid het aantal bladen en het recht verschuldigd wegens afschriften. Deze moeten het visa niet vermelden, indien het papier dezelfde afmetingen heeft als dat waarop het origineel is geschreven.

In al de exploiten, uitgften en andere akten of stukken, opgemaakt of afgeleverd onder het voordeel van den gerechtelijken bijstand, wordt melding gemaakt van de vergunning van bijstand.

Texte proposé par la Commission.

bureau ou au juge, en joignant les documents justificatifs de son indigence, tels qu'ils sont exigés par la loi du pays où il réside.

Si, dans ce pays, aucune loi ne règle la matière ou *s'il n'est pas possible de se conformer à la loi qui y est en vigueur*, il jouit....

La suite comme ci-contre.

TITRE VI.

Des effets de l'octroi de l'assistance.

Ar. 36.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

in dubbel tot het bureel of tot den rechter en voegt er de stukken aan toe waaruit zijn onvermogen blijkt, zooals zij vereischt worden door de wetten van het land waar hij verblijf houdt.

Indien de zaak in dat land door geen wet is geregeld of *indien het niet mogelijk is zich naar de* aldaar van kracht zijnde wet te gedragen, voegt hij.....

Het overige zooals hiernevens.

TITEL VI.

Gevolgen van de vergunning van gerechtelijken bijstand.

Art. 36.

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

Projet transmis par le Sénat.

Le visa pour timbre et l'enregistrement en débet n'ont d'effet, quant aux actes et titres produits par l'assisté, que pour l'objet en vue duquel l'assistance a été accordée.

ART. 37.

L'administration de l'enregistrement et des domaines fait, à la décharge de l'assisté, l'avance conformément à l'article 104 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1920 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive : des frais de transport et de séjour des magistrats, officiers publics ou ministériels, experts et témoins, des honoraires des experts, des taxes des témoins, du coût des insertions dans les journaux lorsqu'elles sont prescrites par la loi ou autorisées par justice, des déboursés et du quart des salaires des huissiers ainsi que des déboursés des autres officiers publics ou ministériels.

ART. 38.

Le recouvrement des émoluments et honoraires des officiers publics et ministériels, à l'exception du quart des salaires des huissiers, le recouvrement des droits et des amendes liquidés en débet et des avances faites par l'administration de l'enregistrement et des domaines, peuvent être poursuivis dans

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

Het visa voor zegel en de registratie in debet gelden slechts, wat betreft de akten en titels welke overgelegd worden door hem die bijstand geniet, voor het doel waarvoor bijstand werd verleend.

ART. 37.

Het bestuur van registratie en domeinen doet, ter ontlasting van hem die bijstand geniet, het voorschot overeenkomstig artikel 104 van het Koninklijk besluit van 1 September 1920 houdende het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken : van de kosten van vervoer en verblijf van de magistraten, openbare of ministerieele ambtenaren, deskundigen en getuigen, van het loon der deskundigen, van het getuigengeld, van de kosten van inlassching in de dagbladen, wanneer zij door de wet zijn voorgeschreven of door den rechter zijn toegelaten, van de bijkomende onkosten en van het vierde van de salarissen van deurwaarders, alsmede van de bijkomende onkosten der andere openbare of ministerieele ambtenaren.

ART. 38.

De emolumenten en loonen van openbare en ministerieele ambtenaren, met uitzondering van het vierde van de salarissen van deurwaarders, de in debet vereffende rechten en boeten en de door het bestuur van registratie en domeinen gedane voorschotten kunnen in ieder geval verhaald worden op hem

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—
(Comme ci-contre.)

—
(Zooals hiernevens.)

ART. 37.

ART. 37.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 38.

ART. 38.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet transmis par le Sénat.

tous les cas, contre l'assisté, s'il est en état de les payer, et, en outre, à charge de l'adversaire, si celui-ci a été condamné aux dépens ou si une transaction est intervenue au cours du procès.

Dans ces cas, l'assisté et son adversaire seront pour ces recouvrements débiteurs solidaires au sens des articles 1200 et suivants du Code civil.

ART. 39.

Si l'adversaire de l'assisté est condamné aux dépens, le greffier transmet, dans le mois, un extrait du jugement au receveur de l'enregistrement.

En cas de transaction, les parties sont tenues d'informer l'administration de l'enregistrement et des domaines, par lettre recommandée à la poste, qu'il a été mis fin au litige. Cette information doit être donnée dans les soixante jours de l'accord intervenu, faute de quoi il est encouru par chacune des parties une amende fiscale de 100 francs par trente jours de retard.

ART. 40.

Le recouvrement de la créance de l'administration est poursuivi par elle, conformément aux dispositions légales sur le recouvrement des droits de timbre et d'enregistrement.

La signification de la contrainte au défendeur condamné emporte l'exécution du jugement par défaut au profit de l'assisté, dans les termes de l'arti-

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

die bijstand heeft genoten, indien hij in staat is ze te betalen, en, daarenboven op de wederpartij indien deze in de kosten verwezen werd of indien in den loop van het geding eene minnelijke schikking werd getroffen.

In deze gevallen zijn hij, die wordt bijgestaan, en de wederpartij hoofdelijk schuldenaar voor deze invorderingen, naar luid van de artikelen 1200 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 39.

Wordt de wederpartij van hem die bijstand geniet in de kosten verwezen, dan zendt de griffier binnen de maand aan den ontvanger der registratie een uittreksel uit het vonnis.

Werd eene minnelijke schikking getroffen, dan moeten partijen aan het bestuur van registratie en domeinen bij een ter post aangeteekend schrijven mededeelen, dat aan het geschil een einde werd gemaakt. Deze mededeeling moet geschieden binnen zestig dagen na de getroffen overeenkomst, bij gebreke waarvan elke partij eene fiskale geldboete van 100 frank per dertig dagen vertraging oploopt.

ART. 40.

De invordering der aan het bestuur verschuldigde gelden geschiedt door het bestuur, overeenkomstig de wetsbepalingen in zake de inning van zegel- en registratierechten.

Betekening van het dwangbevel aan den veroordeelden verweerder brengt tenuitvoerlegging van het vonnis bij verstek mede ten voordeele

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 39.

ART. 39.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

En cas de transaction, les parties sont tenues d'informer l'administration de l'enregistrement et des domaines, par lettre recommandée à la poste, qu'il a été mis fin au litige. Cette information doit être donnée dans les soixante jours de l'accord intervenu, faut de quoi il est encouru par chacune des parties une amende fiscale *qui peut être portée au double des frais de justice occasionnés par le litige.*

Werd eene minnelijke schikking getroffen, dan moeten partijen aan het bestuur van registratie en domeinen bij een ter post aangeteekend schrijven mededeelen, dat aan het geschil een einde werd gemaakt. Deze mededeeling moet geschieden binnen zestig dagen na de getroffen overeenkomst, bij gebreke waarvan elke partij eene fiskale geldboete oploopt, *welke kan gebracht worden tot op het dubbele van de kosten veroorzaakt door het geschil.*

ART. 40.

ART. 40.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet transmis par le Sénat.

de 156 du Code de procédure civile.

L'avoué de l'assisté peut réclamer, à concurrence des émoluments, distraction des dépens auxquels la partie adverse a été condamnée.

ART. 41.

Si, dans le cas de l'article 4, la provision versée par l'assisté n'est pas épuisée lors de la fin du procès, elle est affectée au paiement des émoluments de l'avoué et de la portion non payée des salaires des huissiers; le solde est restitué à l'assisté sur justification de la fin du litige.

L'action en restitution se prescrit par deux ans.

ART. 42.

L'action en recouvrement des sommes dues au Trésor se prescrit par trente ans, à compter du jour où la formalité a été donnée, s'il s'agit de droits liquidés en débet, et, s'il s'agit d'avances faites par l'administration de l'enregistrement, à partir du jour où elle a effectué le paiement.

ART. 43.

La cessation de l'indigence donne seule à l'avocat le droit de recevoir ou

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

van hem die bijstand geniet, op de wijze als voorzien bij artikel 156 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

De pleitbezorger van hem die bijstand geniet, kan, tot beloop van de emolumenten, afscheiding eischen van de kosten waarin de wederpartij werd verwezen.

ART. 41.

Indien, in het bij artikel 4 voorziene geval, de door hem, die bijstand geniet, gestorte voorraad niet opgebruikt is bij den afloop van het geding, wordt hij gebruikt tot betaling van de emolumenten van den pleitbezorger en van het niet betaalde deel van de salarissen der deurwaarders; het saldo wordt teruggegeven aan hem die den bijstand genoot, bij overlegging van het bewijs dat het geding ten einde is.

De vordering tot teruggave vervalt na twee jaar.

ART. 42.

De vordering tot verhaal van de aan de Schatkist verschuldigde sommen vervalt na dertig jaar, met ingang van den dag waarop de formaliteit werd toegestaan, als het in debet vereffende rechten geldt. en, als het door het bestuur van registratie gedane voorschotten betreft, met ingang van den dag waarop dat bestuur de betaling heeft gedaan.

ART. 43.

Het ophouden van het onvermogen alleen geeft aan den advocaat het recht

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hienevens)

ART. 41.

ART. 41.

La provision versée par l'assisté conformément à l'article 4 est affectée d'abord au paiement des frais et honoraires dus aux huissiers, avoués, experts et témoins, suivant l'ordre de date des diverses prestations. Si, à la fin du procès, elle n'est pas épuisée, le solde est restitué après paiement de tous les droits revenant au fisc, à l'assisté sur justification de la fin du litige.

De voorraad, overeenkomstig artikel 4 gestord door hem, die bijstand geniet, wordt gebruikt eerst tot betaling van de kosten en eereloonen verschuldigd aan de deurwaarders, pleitbezorgers, deskundigen en getuigen, naar de orde van den datum der onderscheidene werkzaamheden. Is, bij het afloopen van het proces, de voorraad niet uitgeput, dan wordt het saldo teruggegeven, na betaling van al de rechten verschuldigd aan den fiscus, aan hem die den bijstand genoot, bij overlegging van het bewijs dat het geding ten einde is.

ART. 42.

ART. 42.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 43.

ART. 15.

La cessation de l'indigence donne seule à l'avocat le droit de réclamer des

Het ophouden van het onvermogen geeft alleen aan den advocaat het

Projet transmis par le Sénat.

de réclamer des honoraires dont le montant est arbitré par le bâtonnier.

ART. 44.

Le Ministre de la Justice met à la disposition des bureaux de première instance et d'appel les sommes nécessaires pour couvrir leurs menues dépenses. Celles-ci, comprennent, notamment, les frais de correspondance des bureaux et ceux des avocats chargés de la défense des indigents admis au bénéfice de l'assistance.

Les bureaux en rendent compte annuellement au Ministre de la Justice.

TITRE VII.

Du retrait de l'assistance.

ART. 45.

Tant que l'affaire n'est pas terminée, l'assistance peut être retirée par le bureau de qui elle émane, si elle n'a été obtenue que grâce à des déclarations inexactes ou si les fins de l'exploit introductif sont autres ou plus amples que celles de la requête en obtention du bénéfice de l'assistance.

La demande en retrait peut être faite par toute partie en cause et par le ministère public. Elle est formulée par requête motivée et signifiée avec assignation à comparaître devant le bureau au jour qui aura été fixé par appointment. Les parties ne sont tenues de comparaître en personne que sur injonction du bureau.

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

tot het ontvangen of vorderen van honorarium, waarvan het bedrag door den stafhouder begroot wordt.

ART. 44.

De Minister van Justitie stelt ter beschikking van de bureelen in eersten aanleg en in hooger beroep de noodige gelden om hunne kleine uitgaven te bestrijden. Daarbij hooren onder meer de kosten van briefwisseling van de bureelen en die van de advocaten belast met de verdediging van de tot gerechtelijken bijstand toegelaten beboefligen.

Jaarlijks leggen du bureelen aan den Minister van Justitie daarvan rekening en verantwoording over.

TITEL VII.

Intrekking van den bijstand.

ART. 45.

Zoolang de zaak niet afgehandeld is, kan de bijstand ingetrokken worden door het bureel waardoor hij werd verleend, indien hij alleen werd bekomen dank zij onjuiste aangiften of zoo de gronden van het exploit van rechtsingang andere of wijdere zijn dan die van het verzoekschrift om gerechtelijken bijstand,

De aanvraag tot intrekking kan uitgaan van elke betrokken partij en van het openbaar ministerie. Zij wordt ingediend bij met redenen omkleed verzoekschrift en beteekend met dagvaarding om voor het bureel te verschijnen op den bij eenvoudige beschikking te bepalendag. Slechts op aanning van het bureel zijn partijen gehouden in persoon te verschijnen.

Texte proposé par la Commission.

honoraires, dont le montant est, en cas de contestation, arbitré par le bâtonnier.

ART. 44.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

TITRE VII.

Du retrait de l'assistance.

ART. 45.

Tant que l'affaire n'est pas terminée, l'assistance peut être retirée, si elle n'a été obtenue que grâce à des déclarations inexactes ou si les fins de l'exploit introductif sont autres ou plus amples que celles de la requête en obtention du bénéfice de l'assistance.

La demande en retrait peut être faite par toute partie en cause et par le ministère public. Elle est formulée par requête motivée et signifiée avec assignation à comparaître devant le *Tribunal saisi du litige*, au jour qui aura été fixé par appointement. Les parties ne sont tenues de comparaître en personne que sur injonction du *Tribunal*.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

recht tot het ontvangen of vorderen van honorarium, waarvan het bedrag, in geval er geschil is, door den stafhouder begroot wordt.

ART. 44.

(Zooals hiernevens.)

(Zooals hiernevens.)

TITEL VII.

Intrekking van den bijstand.

ART. 45.

Zoolang de zaak niet afgehandeld is, kan de bijstand ingetrokken worden door het bureau waardoor hij werd verleend, indien hij alleen werd bekomen dank zij onjuiste aangiften of zoo de gronden van het exploit van rechtsingang andere of wijdere zijn dan die van het verzoekschrift om gerechten bijstand.

De aanvraag tot intrekking kan uitgaan van elke betrokken partij en van het openbaar ministerie. Zij wordt ingediend bij met redenen omkleed verzoekschrift en beteekend met dagvaarding om voor de rechtbank, die kennis neemt van het geschil, te verschijnen op den bij eenvoudige beschikking te bepalen dag. Slechts op aanmaning van de rechtbank zijn partijen gehouden in persoon te verschijnen.

Projet transmis par le Sénat.

Pour le surplus, les règles relatives à l'octroi de l'assistance sont applicables à l'instance en retrait.

Les frais avancés par l'État, les droits tenus en suspens, les émoluments et honoraires des officiers publics et ministériels autres que la portion payée des salaires des huissiers, sont immédiatement exigibles à charge de la partie déchue du bénéfice de l'assistance.

TITRE VIII.

Disposition pénale.

ART. 46.

Celui qui, par des déclarations sciemment inexactes ou par d'autres manœuvres, obtient le bénéfice de l'assistance sans y avoir droit, est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 à 5,000 francs, ou de l'une de ces peines seulement.

La tentative de ce délit est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 50 à 5,000 francs, ou de l'une de ces peines seulement.

Le livre premier du Code pénal est dans son entier, applicable à ces infractions.

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

Voor het overige gelden de regelen betreffende de vergunning van den bijstand ook voor de vordering tot intrekking er van.

De door den Staat voorgeschoten kosten, de voorloopig niet geïnde rechten, de emolumenten en loonen van openbare en ministerieele ambtenaren, buiten het betaalde deel van de salarissen der deurwaarders, zijn onmiddellijk vorderbaar van de partij die van het voordeel van den gerechten bijstand vervallen is verklaard.

TITEL VIII.

Strafbepaling.

ART. 46.

Hij die, door wetens en willens onjuiste verklaringen af te leggen of door andere verkeerde handelingen, het voordeel van den bijstand bekomt zonder daarop recht te hebben, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met geldboete van 100 tot 5,000 frank, of enkel met één dezer straffen.

De poging tot dit feit wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maand en met geldboete van 50 tot 5,000 frank, of enkel met één dezer straffen.

Het eerste boek van het Strafwetboek is, in zijn geheel, op deze misdrijven van toepassing.

Texte proposé par la Commission.

Celui-ci pourra, s'il le juge convenable, envoyer la demande, pour information au bureau qui a accordé l'assistance. Il ordonne telles mesures d'instruction qu'il juge utile et statue souverainement sur la demande en retrait.

(Comme ci-contre.)

TITRE VIII.

Disposition pénale.

ART. 46.

Celui qui, par des déclarations sciemment inexactes ou par d'autres moyens frauduleux aura obtenu ou tenté d'obtenir, est puni...

(Le reste comme ci-contre).

(L'alinéa 2 est supprimé.)

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Dese kan, zoo zij het geraden acht, de aanvraag aan het bureel, dat den bijstand verleende, toezenden tot inlichting. Zij schrijft de instructie-maatregelen voor, welke zij nuttig acht, en doet zonder beroep uitspraak over de vordering tot intrekking.

(Zooals hiernevens.)

TITEL VIII.

Strafbepaling.

ART 46.

Hij die, door wetens en willens onjuiste verklaringen of door andere bedrieglijke handelingen, het voordeel van den bijstand bekomt of poogt te bekomen, zal gestraft worden...

(Het overige zooals in het artikel.)

(Lid 2 wordt weggelaten.)

(Zooals hiernevens.)

Projet transmis par le Sénat.

Ontwerp overgemaakt door den Senaat.

TITRE IX.**TITEL IX.****Disposition finale.****Slotbepaling.****ART. 47.****ART. 47.**

Sont abrogés : la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite et la loi du 27 juin 1895, qui en a modifié l'article 3; l'article 24 du décret impérial du 14 décembre 1810 contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat; le n° 8, les quatre premiers alinéas du n° 10, le n° 11 de l'article 61 de la loi du 25 mars 1891 contenant le Code du timbre.

Worden ingetrokken de wet van 30 Juli 1889 op den gerechtelijken bijstand en de toelating om kosteloos te procederen, alsmede de wet van 27 Juni 1895, waarbij wijzigingen werden gebracht in artikel 3; artikel 24 van het keizerlijk decreet van 14 December 1810, houdende regeling van de uitoefening van het beroep van advocaat; n° 8, de eerste vier alinea's van n° 10, n° 11 van artikel 61 der wet van 25 Maart 1891 op het zegel.



Projet proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

TITRE IX.**TITEL IX.****Disposition finale.****Slotbepaling.****ART. 47.****ART. 47.**

Sont abrogés : la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite, sauf en ce qui concerne la partie des articles 6 et 14 réglementant la désignation de l'avocat.
(Le reste comme à l'article).

Worden ingetrokken de wet van 30 Juli 1889 op den gerechtelijken bijstand en de toelating om kosteloos te procederen, behalve wat betreft het gedeelte van de artikelen 6 en 14 tot regeling van de aanwijzing van den advocaat.

(Het overige zooals in het artikel).

